

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 27/01/2020

N° : 2020/162

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

**Page 3/27**

 **Décisions**

**Page 28/375**

**ARRÊTÉS**

**Arrêté n° 19/253/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la réalisation de travaux électriques dans la zone d'activités de la Crau sur la commune de Salon de Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 15 novembre 2019 par laquelle la société Enedis - Direction Régionale Provence Alpes du Sud - ATR – DRI – 445 Rue André Ampère – 13591 – Aix en Provence sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux électrique Avenue Gabriel Voisin – Z.A la Crau– 13300 Salon de Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux électriques, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus-visées et aux conditions particulières suivantes :

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020



➤ Travaux effectués :

Réalisation de terrassement, d'extension et de raccordement de réseaux HTA au poste source sur 145 ml entre le 2 janvier 2020 et le 2 mai 2020, Avenue Gabriel Voisin – Z.A la Crau– 13300 Salon de Provence.

**Article 2 :**

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 19/260/CM

### Désignation des représentants auprès du Jury Consultation n° 72190089 - Concours restreint pour la démolition et la reconstruction d'un centre aquatique à Lambesc

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 20 septembre 2018 ;
- L'arrêté n° 18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La consultation n° 72190089 - Concours restreint pour la démolition et la reconstruction d'un centre aquatique à Lambesc.

#### CONSIDÉRANT

- La nécessité de désigner les maîtres d'œuvre, en vue de la constitution de la commission d'appel d'offres composée en jury.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Madame Sylvia Doudekova, architecte, membre du Syndicat des Architectes
- Monsieur Laurent Oda, ingénieur, membre du SYNTEC
- Monsieur Robert Sichi, ingénieur, membre du CINOV

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Janvier 2020

## Arrêté n° 19/264/CM

### **Abrogation de l'arrêté d'occupation temporaire du domaine public n°19-199-CM accordé à Monsieur Franck Bartolini pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 376 avenue du Prado 13008 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

#### **CONSIDÉRANT**

- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n°19-199-CM délivré le 10 septembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Franck Bartolini pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 376 avenue du Prado 13008 Marseille ;
- La demande de désistement de Monsieur Franck Bartolini, du 28 octobre 2019 précisant la cessation définitive de son activité au 21 novembre 2019.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n°19-199-CM délivré le 10 septembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Franck Bartolini pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 376 avenue du Prado 13008 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 19/265/CM

### **Abrogation de l'arrêté d'occupation temporaire n°09-214-CC pour le kiosque presse situé 32 la Canebière 13001 à Patrick Collet**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- L'arrêté 09-214/CC délivré le 4 août 2009 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Patrick Collet pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 32 La Canebière 13001 Marseille
- Le non renouvellement par la Société d'Agences de Diffusion de l'agrément délivré à Monsieur Patrick Collet pour la diffusion de presse.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 09-214/CC du 4 août 2009 délivré par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Patrick Collet pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 32 la Canebière 13001 Marseille, est abrogé à compter du 31 décembre 2019.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2020



## Arrêté n° 19/271/CM

### **Désignation des représentants auprès du Jury - Consultation n° 71190120 - Concours restreint - Mission de maîtrise d'œuvre - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 20 septembre 2018 ;
- L'arrêté n° 18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La consultation n° 71190120 - Concours restreint - Mission de maîtrise d'œuvre - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre.

#### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de désigner les maîtres d'œuvre, en vue de la constitution de la commission d'appel d'offres composée en jury.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Monsieur Antoine Beau, architecte, membre du Syndicat des Architectes des Bouches-du-Rhone
- Madame Kerstin Brandstätter, ingénieur, membre du Syntec
- Monsieur William Cassard, ingénieur, membre du Cinov

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Janvier 2020

## Arrêté n° 19/273/CM

**Délégation à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux Port de Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.5211-9, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° MER 001-5517/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 14 novembre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille, afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présenté une offre ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec le soumissionnaires NOUVELLE AIRE, pour lequel la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille, à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

### **Article 2 :**

Monsieur MONTECOT pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Stéphane MARCIE, Directeur Mer, Littoral, Milieux aquatiques, Ports et Energie ;
- M. Denis CORGET, Chef du Service Exploitation Portuaire ;
- Mme Audrey LAGRENE, Chef du Service Equipements Portuaires ;
- Mme Carine GARDON, Chargé de mission au sein du Service Gestion des Ports de plaisance ;
- M. Alain TRABUC, Directeur Juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Marlène LUBRANO, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Louise BŒUF, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Maître Benoit POLDERMAN, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Sébastien ROMEAS, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique ;
- M. Jean-Michel GRELET, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

### **Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 9 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020

## Arrêté n° 19/274/CM

**Délégation à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement du port de la Pointe Rouge à Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.5211-9, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement du port de la Pointe Rouge à Marseille;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 14 novembre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement du port de La Pointe Rouge à Marseille, afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présenté une offre ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec le soumissionnaire NOUVELLE AIRE pour lequel la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'avitaillement du port de la Pointe Rouge à Marseille, à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

### **Article 2 :**

Monsieur MONTECOT pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Stéphane MARCIE, Directeur Mer, Littoral, Milieux aquatiques, Ports et Energie ;
- M. Denis CORGET, Chef du Service Exploitation Portuaire ;
- Mme Audrey LAGRENE, Chef du Service Equipements Portuaires ;
- Mme Carine GARDON, Chargé de mission au sein du Service Gestion des Ports de plaisance ;
- M. Alain TRABUC, Directeur Juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Marlène LUBRANO, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Louise BŒUF, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Maître Benoit POLDERMAN, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Sébastien ROMEAS, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique ;
- M. Jean-Michel GRELET, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

### **Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 9 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020

## Arrêté n° 19/275/CM

**Délégation à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.5211-9, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 14 novembre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet, afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présenté une offre ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les soumissionnaires DG Services et Nautic 2000 pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le-Rouet, à Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

### **Article 2 :**

Monsieur MONTECOT pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Stéphane MARCIE, Directeur Mer, Littoral, Milieux aquatiques, Ports et Energie ;
- M. Denis CORGET, Chef du Service Exploitation Portuaire ;
- Mme Audrey LAGRENE, Chef du Service Equipements Portuaires ;
- Mme Carine GARDON, Chargé de mission au sein du Service Gestion des Ports de plaisance ;
- M. Alain TRABUC, Directeur Juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Marlène LUBRANO, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Mme Louise BŒUF, Conseillère juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- Maître Benoit POLDERMAN, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Sébastien ROMEAS, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique ;
- M. Jean-Michel GRELET, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

### **Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 9 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020



**Arrêté n° 19/276/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la réalisation de travaux de dévoiement d'un canal d'arrosage dans la zone d'activités de la Gandonne sur la commune de Salon de Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 19 décembre 2019 par laquelle la société Lenfant représentée par Monsieur Franck Pyrame – 295 route de la Tour d'Arbois, lieu-dit "la Bastide Blanche" – 13290 Aix-en-Provence Les Milles sollicitant l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de dévoiement d'un canal d'irrigation – ZA la Gandonne, rue du Remoulaire 13300 Salon de Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de dévoiement d'un canal d'arrosage, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

- Travaux effectués :

Dévoiement d'un canal d'arrosage sous la piste cyclable/piétonnier entre la rue de Remoulaire et l'extension de la zone d'activités de la Gandonne sur environ 50 ml avec une buse de diamètre 500mm.

Les enrobés seront intégralement repris y compris la signalisation, aux frais du demandeur, sur toute la largeur de la piste.

Les prescriptions fournies par la ville de Salon de Provence devront être respectées.

Travaux réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 1<sup>er</sup> mars 2020. Les travaux de pose de la buse devront quant à eux être terminés pour la remise en eau des canaux soit le 28 février 2020.

**Article 2 :**

Cette autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 9 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020

## Arrêté n° 19/277/CM

### **Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 7 situé dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-1-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1989, portant création de la ZAC de Trigance à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 28 août 1991, approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le programme des équipements publics ;
- L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001, modifiant l'arrêté de création de la ZAC, pour indiquer que son aménagement sera confié à une Société d'Economie Mixte ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement ;
- La délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, prise par Ouest Provence, approuvant la convention publique d'aménagement conclue entre Ouest Provence et l'EPAD, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC de Trigance à Istres ;
- La délibération n° 882/08 du 17 décembre 2008, prise par Ouest Provence, approuvant la cinquième modification de la ZAC ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Janvier 2020

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Trigance a pour vocation essentielle d'accueillir des logements, du commerce et des activités économiques ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Qu'aucune surface de plancher n'est autorisée sur la parcelle ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur les terrains cédés des espaces verts et des places de stationnement, nécessaires aux aménagements existants sur le lot 8.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot n° 7, situé dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 7 situé dans la ZAC de Trigance à Istres est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 - 13800 Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Janvier 2020

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 19/278/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 32B  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Janvier 2020

- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot n° 32B, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigrance 4 à Istres ;
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 32B situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigrance 4 à Istres ;
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Janvier 2020

# DÉCISIONS



**Décision n° 19/612/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que les entreprises :
  - Clinident, spécialisée en développement et production d'outils et de services dans le domaine médical et plus particulièrement la médecine dentaire ;
  - SMO PACA THD, établissement public - outil de mise en œuvre opérationnelle de la politique régionale d'aménagement numérique ;
  - SAS Lumi'IN&SASU Indewatt Fabrication de luminaires et systèmes d'éclairage autonomes – Conception et ingénierie en maîtrise d'ouvrage en indépendance énergétique ;

Déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et qui souhaitent, soit reporter une prise d'effet de bail suite à dégâts des eaux, soit réduire la surface de ses locaux, soit prolonger la durée de la convention d'occupation ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications par des avenants ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider les avenants des entreprises :

- Clinident : report de prise d'effet du bail du 1<sup>er</sup> août 2019 au 1<sup>er</sup> octobre 2019 suite à dégâts des eaux dans les locaux du Poincaré – 263,52m<sup>2</sup>.  
Recette : 42 163,20 euros HT/HC/an.
- SMO PACA THD : réduction de 102,50m<sup>2</sup> de surfaces louées dans le bâtiment Mégie, soit 340,45 m<sup>2</sup> à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.  
Recette initiale : 69 060 euros/HT/HC/an  
Recette révisée : 54 408,86 euros/HT/HC/an
- SAS Lumi'IN&SASU Indewatt : prolongation de la convention d'occupation dans le bâtiment pépinière Cleantech de locaux d'une surface de 9,90m<sup>2</sup> du 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2023  
Recette : 1 336,90 euro HT/HC/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020

## Décision n° 19/772/D

### **Réforme de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers, de véhicules deux roues et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains des véhicules affectés au Territoire Marseille Provence, au Territoire du Pays d'Aix et au Territoire Istres Ouest-Provence, lesquels ont une valeur nette comptable ou une valeur de reprise inférieure à 4 600 euros, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Janvier 2020

- Qu'il est précisé que certains de ces véhicules feront l'objet d'une vente aux enchères après autorisation donnée par délibération ultérieure du Bureau de la Métropole ;
- Que d'autres de ces véhicules, dont un véhicules deux roues, reconnus économiquement irréparables après expertise, seront repris, pour leur valeur résiduelle, par la compagnie d'assurance et ce, en exécution du contrat d'assurance ;
- Que les autres véhicules deux roues ainsi réformés seront repris par l'entreprise Caldentey, titulaire du marché de fourniture des véhicules deux roues et ce, aux conditions du marché ;
- Qu'enfin, compte tenu de leur état, certains des véhicules seront repris à la tonne par le ferrailleur prestataire du territoire concerné.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'opération de mise à la réforme des véhicules légers, des véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/774/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un immeuble, situé place de l'Eglise lieudit La Couronne appartenant aux consorts Lambert**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du conseil municipal de la commune de Martigues instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 22 novembre 2019 enregistrée sous le n° IA 013 056 19 M 0452 portant aliénation d'un immeuble bâti composé d'un commerce, d'un appartement et de dépendances, cadastré CS 383, d'une superficie au sol de 140 m², sise place de l'église lieudit la couronne, appartenant aux consorts Lambert, au prix de vente de 150 000 euros ;

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence Plan Local d'Urbanisme depuis le 1er janvier 2018 ;
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues, d'un immeuble bâti composé d'un commerce, d'un appartement et de dépendances, cadastré CS 383, d'une superficie au sol de 140 m<sup>2</sup>, sise place de l'Eglise lieudit La Couronne, classée en zone UAa du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais doit permettre la poursuite de l'opération d'intérêt communal d'aménagement du quartier de La Couronne.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un immeuble bâti composé d'un commerce, d'un appartement et de dépendances, cadastré CS 383, d'une superficie au sol de 140 m<sup>2</sup>, sise place de l'Eglise lieudit La Couronne, appartenant aux consorts Lambert – Seror Nathalie, Jourdan Martine, Lambert Gabrielle, Heyries Josette, Lambert Jean-Luc, Lambert Marcelle.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020

## Décision n° 19/775/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Pélissanne pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 56, sis 22 avenue Maurice Plano, les Viougues, appartenant aux Consorts Ginoux**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°98/2001 du 25 juillet 2001 du Conseil Municipal de la commune de Pélissanne instituant le Droit de Préemption Urbain ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Pélissanne le 25 novembre 2019 enregistrée sous le n°01306919M206 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré BE numéro 56, sis 22 avenue Maurice Plano, les Viougues, appartenant aux Consorts Ginoux ;
- Le courrier de la commune de Pélissanne du 4 décembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain ;

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Pélissanne, cadastré section BE numéro 56, classé en zone 1AUb5 et grevé de deux emplacements réservés n° 8 (ex RD 572- aménagement de voirie) et n°26 (Chemin des Hirondelles - voie de liaison à créer) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de réaliser ces aménagements de voirie redimensionnés pour un usage adapté au développement urbain projeté (*opération d'ensemble d'une centaine de logements et de requalification de son entrée de ville*) ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Pélissanne.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Pélissanne pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 56, sis 22 avenue Maurice Plano, les Viougues, appartenant aux Consorts Ginoux.

### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/784/D

### **Bail relatif à la location d'un local et bureaux dénommé Commindus 11 sis 125 rue Henri Bessemer à Aix-en-Provence.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté 18/270/CM de délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue des locaux pour le fonctionnement de ses services sur le territoire du Pays d'Aix situés 125 rue Henri Bessemer à Aix-en-Provence ;
- Que ce bail arrive à échéance ;
- Qu'il convient de signer un nouveau bail.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un bail pour une durée de 5 ans (du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2024) avec Monsieur Helmer Nicolas pour les locaux dénommés Commindus 11 sis 125 rue Henri Bessemer à Aix-en-Provence moyennant un loyer annuel de 27 715.19 euros HT

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132 (loyers) et 614 (charges).

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020

## Décision n° 19/785/D

**Délégation du droit de priorité à la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 2 Rue Mirabeau, 13230 Port Saint-Louis-du-Rhône, cadastré section C sous le numéro 3798, appartenant à l'Etat**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 211-1, L.211-2, L.213-3 et L. 240-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La notification reçue en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône le 5 novembre 2019 relative à la vente d'un bien (une habitation de 141 m<sup>2</sup> sur un terrain d'une superficie de 1529 m<sup>2</sup>), cadastré section C sous le numéro 3798, situé à Port-Saint-Louis-du-Rhône, 2 Rue Mirabeau, appartenant à l'Etat aux prix de 76 000 euros ;
- La lettre de demande de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône du 3 décembre 2019 portant demande de délégation à son profit du droit de priorité sur le bien immobilier, ci-après désigné.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 240-1 disposent que le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit de priorité à une collectivité locale aux conditions prévues aux articles L. 211-1 et L. 213-3 ainsi que l'article L. 211-2 qui dispose que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône a demandé par courrier du 3 décembre 2019 à la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de priorité ;
- Que le bien immobilier concerné par le droit de priorité est un tènement foncier sur lequel est érigé une habitation et un terrain, figurant au cadastre de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à la section C sous le numéro 3798 (1 529 m<sup>2</sup>), sis 2 Rue Mirabeau à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Qu'au regard de la localisation du bien, la ville souhaite mettre en œuvre une activité en lien avec le nautisme et la mer ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de priorité à la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône, sur la parcelle cadastrée section C n° 3798 sise à Port-Saint-Louis-du-Rhône, 2 Rue Mirabeau.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est délégué le Droit de Priorité à la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour l'acquisition d'un bien appartenant à l'État situé 2 Rue Mirabeau, 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup> pour le terrain et de 141 m<sup>2</sup> pour l'habitation, cadastré section C sous le numéro 3798.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020

## Décision n° 19/786/D

### Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Meyreuil - propriété sis Le Château 13590 Meyreuil

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1, L211-2, L213-3, L300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Meyreuil du 27 juin 2013 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M0090 reçue en mairie de Meyreuil le 9 décembre 2019 portant aliénation d'une propriété sise le château – 13590 Meyreuil ;

#### CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain relatif à la Déclaration d'Intention d'Aliéner une propriété sise Le Château – 13590 Meyreuil (DIA n° 19M0090) est déléguée à la commune de Meyreuil.

### **Article 2**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Décision n° 19/787/D

**Approbation d'une convention avec SNCF Réseau portant occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau en gare de Meyrargues**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Meyrargues ;

Que le Pôle d'Echanges de Meyrargues est situé au niveau de la gare SNCF, au bord de la Route Départementale 96 où circulent les réseaux de transports interurbains et scolaires, ainsi qu'à côté de la Zone d'activités de la Coudourousse en cours de développement et d'aménagement. Ces deux opérations sont d'ailleurs liées par la même convention d'aménagement confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- Que le programme du Pôle d'Echanges prévoit :
  - la réalisation d'un parking de 110 places,
  - la réalisation de 5 quais bus,
  - l'aménagement d'un dépose minute à proximité du bâtiment voyageur,
  - la réalisation d'une piste cyclable et d'un parking à vélo sécurisé,
  - l'aménagement de la voie d'accès et du carrefour avec la RD96
  - la gestion des eaux pluviales et la création des volumes de rétention nécessaires
- Que cette opération doit se faire sur le parvis et la cour de marchandise de la gare ferroviaire, sur des terrains appartenant à SNCF Mobilités dont une partie est gérée par SNCF Réseau et une autre par SNCF Gares et Connexions ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité SNCF Réseau en vue d'obtenir la mise à disposition, sous convention d'occupation, de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet de Pôle d'échanges multimodal de Meyrargues.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

En vue de la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence du Pôle d'Echanges Multimodal de Meyrargues, est approuvée la convention ci-annexée d'occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau portant sur les biens référencés SNCF UT n°005759M, Lot n°004p, d'une surface totale de 3910 m2. (Parcelle AO 1 en partie et Parcelle AO 2 en totalité)

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature.

### **Article 3 :**

Cette convention est conclue moyennant le versement par l'occupant de 1 000 euros de frais de dossier (TVA en sus) et d'une redevance annuelle de 5 865 euros et de 587 euros d'impôts et taxes (TVA en sus). Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence – Sous-politique C240 – Nature 6137-63512-6288.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020



## Décision n° 19/788/D

**Convention d'autorisation d'occupation d'une dépendance du Domaine Public Métropolitain pour la création et l'entretien d'un mur végétal sur l'édicule de sortie de secours n°6 du Tunnel Prado Sud Rond-point du Prado à Marseille (8ème arrondissement).**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### PREAMBULE

Le Rond-point du Prado à Marseille est un site emblématique et stratégique au cœur du 8<sup>ème</sup> arrondissement et en vis-à-vis de l'entrée monumentale du Parc Chanot. Depuis peu, il bénéficie d'un réaménagement de qualité s'inscrivant dans la continuité de la construction du tunnel Prado Sud ;

Depuis novembre 2013, la mise en service du tunnel Prado Sud s'est accompagnée de la création d'un édicule de sortie de secours sur le rond-point du Prado. La qualité esthétique sommaire de cette émergence a conduit la Ville de Marseille à solliciter l'autorisation de la Métropole, propriétaire de l'ouvrage, et de la Société Prado Sud, concessionnaire du tunnel et de ses ouvrages connexes, en vue de réaliser un mur végétal en habillage de l'édicule ;

L'autorisation consentie par la Métropole et la Société Prado Sud n'est pas, à ce titre, constitutive de droits réels ;

Dès lors, la Métropole a décidé d'autoriser la Ville de Marseille à réaliser les travaux d'habillage de l'édicule de la sortie de secours n°6 du tunnel Prado Sud et à occuper en conséquence une dépendance du domaine public ;

La Ville de Marseille assurera l'entretien et la surveillance du mur végétal et des équipements connexes (système d'arrosage...). Par conséquent, la Métropole et le concessionnaire du tunnel autorisent les services de la Ville de Marseille à accéder à l'intérieur de l'édicule pour procéder à ces interventions ;

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée initiale d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, dans la limite maximale de neuf reconductions, soit une durée globale maximale de dix ans.
- Conditions financières : l'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit par la Métropole et le concessionnaire du tunnel Prado Sud.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Ville de Marseille à réaliser les travaux d'habillage végétal de l'édicule de sortie de secours n°6 du tunnel Prado Sud (Marseille, 8ème arrondissement) ;
- Que dans le cadre de la réalisation et de l'entretien ultérieur du mur végétal, il est nécessaire d'occuper une dépendance du Domaine Public Métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise en conséquence la Ville de Marseille à occuper pour une durée initiale d'un an l'enveloppe extérieure de l'édicule de sortie de secours n°6 du tunnel Prado Sud, ainsi qu'un emplacement à l'intérieur de l'édicule pour accueillir les équipements connexes.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est signée une convention d'autorisation d'occupation d'une dépendance du Domaine Public Métropolitain au bénéfice de la Ville de Marseille, pour une durée initiale d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, dans ladite maximale de neuf reconductions, soit une durée globale maximale de dix ans.

#### **Article 2 :**

Cette convention est conclue à titre gracieux.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Janvier 2020

## Décision n° 19/789/D

### Réforme des vélos - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence impulse une politique de développement durable par le développement des modes actifs avec un matériel moins vétuste ;
- Que compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) et/ou de la faible utilisation de certains vélos, il convient de procéder à la réforme des vélos au nombre de trente-trois ;
- Que ces vélos seront vendus en l'état et l'achat sera réservé aux professionnels.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Les vélos figurant dans le tableau ci-annexé sont à retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/790/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BE 180 sise 124 boulevard de l'Egalité 13320 Bouc-Bel-Air**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1, L211-2, L 213-3, L300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16.06.10 du Conseil Municipal de Bouc-Bel-Air du 13 juillet 2016 actualisant le périmètre du droit de préemption urbain sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA01301519M0213 reçue en mairie de Bouc-Bel-Air le 11 décembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée BE 180 sise 124 boulevard de l'égalité 13320 Bouc-Bel-Air.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2020

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BE 180 sise 124 boulevard de l'égalité 13320 Bouc-Bel-Air.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n°19/791/D

### **Approbation d'une convention d'occupation temporaire du domaine public ferroviaire avec SNCF Mobilités pour l'exploitation d'un terrain en gare de Sénas**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Sénas.
- Que le pôle d'échanges de Sénas est un pôle ferroviaire existant dont les aménagements nécessitent d'être améliorés afin de favoriser l'intermodalité. Le pôle d'échanges multimodal de Sénas a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence du 18 mai 2005 ; l'aménagement de ce pôle au droit de la gare ferroviaire, prévoit :

- la création d'un parking pour les véhicules légers de 71 places, y compris pour les PMR et véhicules électriques ;
  - la création du stationnement nécessaire pour les vélos (abri sécurisé de 18 places) et les deux roues motorisés (arceaux) ;
  - la reprise et la reconfiguration de l'ensemble des voiries et espaces piétonniers du parvis de la gare, conformément aux exigences d'accessibilité des espaces publics (y compris la sécurisation de l'accès piéton jusqu'au quai de la voie n°1).
- Que ce projet se situe pour partie sur le domaine public de SNCF Mobilités. Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité SNCF Mobilités en vue d'obtenir la mise à disposition, sous convention d'occupation, de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet de Pôle d'échanges multimodal de Sénas.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

En vue de la réalisation par la Métropole Aix Marseille Provence du pôle d'échanges multimodal de Sénas, est approuvée la convention ci-annexée d'occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Mobilités portant sur les biens référencés 005773A, d'une surface totale de 2526 m2.

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature.

### **Article 3 :**

Cette convention est conclue moyennant le versement par l'occupant de 1000 euros de frais de dossier (TVA en sus) et d'une redevance annuelle de 5112 euros impôts et taxes comprises (TVA en sus).

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence – Sous-politique C240 – Nature 6137.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Janvier 2020



**Décision n°19/792/D**

**Approbation d'une convention avec SNCF Réseau portant occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau en gare de Sénas**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Sénas ;
- Que le pôle d'échanges de Sénas est un pôle ferroviaire existant dont les aménagements nécessitent d'être améliorés afin de favoriser l'intermodalité. Le pôle d'échanges multimodal de Sénas a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil de la Communauté d'Agglomération AggloPôle Provence du 18/05/2015 ; l'aménagement de ce pôle au droit de la gare ferroviaire, prévoit :

- la création d'un parking pour les véhicules légers de 71 places, y compris pour les PMR et véhicules électriques ;
- la création du stationnement nécessaire pour les vélos (abri sécurisé de 18 places) et les deux roues motorisés (arceaux) ;
- La reprise et la reconfiguration de l'ensemble des voiries et espaces piétonniers du parvis de la gare, conformément aux exigences d'accessibilité des espaces publics (y compris la sécurisation de l'accès piéton jusqu'au quai de la voie n°1) ;
- Que les travaux d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Sénas, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage, nécessitent d'occuper et utiliser une partie du parvis de la gare ferroviaire de Sénas dont SNCF Réseau est propriétaire ;
- Qu'il est nécessaire pour la réalisation de ces travaux de conclure une convention d'occupation entre SNCF Réseau et la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue d'obtenir la mise à disposition de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet de pôle d'échanges multimodal de Sénas.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

En vue de la réalisation par la Métropole Aix Marseille Provence du pôle d'échanges multimodal de Sénas, est approuvée la convention ci-annexée d'occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau portant sur les biens référencés SNCF UT n°005773A, lot n°001 (pour partie) et lot n°004, d'une surface totale de 1258 m2.

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature.

### **Article 3 :**

Cette convention est conclue moyennant le versement par l'occupant de 1000 euros de frais de dossier (TVA en sus) et d'une redevance annuelle de 3320 euros impôts et taxes comprises (TVA en sus).

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence – Sous-politique C240 – Nature 6137-63512-6288.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution la présente décision

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Janvier 2020

## Décision n° 19/793/D

### **ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement - Approbation de la convention de participation constructeur passée avec la société IMAGIM PC n°013055 19 00371P0**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la société IMAGIM a déposé le 27 août 2019 une demande de permis de construire n° PC 013055 19 00371P0 pour réaliser 901m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination d'habitation;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgEha du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 94 605.00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que la Métropole s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la société IMAGIM au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 94 605 euros.

### **Article 2 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/794/D

**Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et onéreux, au bénéfice de La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est des parcelles cadastrées section BR n° 127 et n° 129 sises à Fos-sur-Mer, propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des travaux nécessaires au projet de remise en service du canal du Roy**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code Civil et notamment les articles 544 et 545 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section BR n° 127 et n° 129 situées sur le territoire de la ville de Fos-sur-Mer ;
- Que ces parcelles supportent une servitude au profit de la compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

- Que cette dernière souhaite remettre en service le canal du Roy permettant ainsi l'avivement en eau de mer des étangs de Lavalduc et l'Engrenier ;
- Que la réalisation des travaux correspondants (dévoisement d'une partie du canal et mise en place d'un siphon) va nécessiter une intervention sur ces parcelles ;
- Qu'il est nécessaire pour la compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est de disposer d'une autorisation expresse de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour exécuter ces travaux et d'engager la procédure de modification de servitude par acte authentique sur les parcelles impactées ;
- Qu'il convient de conclure, une convention autorisant la compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, ainsi que les entrepreneurs dûment accrédités par eux, à intervenir sur lesdites propriétés pour la réalisation des travaux susvisés ;
- Que, dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence, propose de conclure une convention d'occupation temporaire à titre onéreux.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre onéreux au bénéfice de la compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, des parcelles cadastrées section BR n° 127 et n° 129, sises à Fos-sur-Mer, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des travaux nécessaires au projet de remise en service du canal du Roy.

### **Article 2 :**

La présente convention d'occupation est conclue à compter de sa date de signature pour une durée de 2 ans et prendra fin dès la régularisation de la servitude sur les parcelles y afférentes.

### **Article 3 :**

La présente convention d'occupation est consentie et acceptée à titre onéreux moyennant une redevance d'un montant de 36 € (trente-six euros) le m<sup>2</sup>/an pour 8 m<sup>2</sup> d'emprise donc une redevance de 288 € (deux cent quatre-vingt-huit euros) à l'année. Le règlement s'effectuera après envoi d'un titre de recette, par le régisseur des recettes spécialement désigné à cet effet.

### **Article 4 :**

La recette correspondante est inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 75888.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020

## Décision n° 19/795/D

### Décision modificative de la Régie de Recettes Composteurs CT1

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n°16/144/D du 19 août 2016 relative à la création de la Régie ;
- La décision modificative n°18/521/D du 15 octobre 2018 ;
- La décision modificative n°19/281/D du 15 avril 2019 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 9 décembre 2019 ;

## **CONSIDÉRANT**

- Le déménagement de la régie Composteur au 49 avenue de Docteur Heckel - 13011 Marseille ;
- Il convient de substituer cette décision aux décisions modificatives n°18/521/D et 19/281/D.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Cette décision annule et remplace les décisions modificatives n°18/521/D et 19/281/D ;

### **Article 2 :**

Par décision n°16/144/D il a été institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes Composteurs.

Les recettes de la régie Composteurs s'impactent sur le budget Annexe Collecte et traitement des déchets du Territoire Marseille Provence en fonction de la nature de la recette.

### **Article 3 :**

Cette régie est installée dans les locaux de la :

Direction de la Propreté et du Cadre de Vie  
Division Habitat Collectif et Gestion du Tri  
49 avenue du Docteur Heckel  
13011 Marseille

### **Article 4 :**

La régie encaisse sur l'ensemble du territoire Marseille-Provence le produit suivant :

- Une participation pour la mise à disposition des composteurs individuels

### **Article 5 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

Par chèque bancaire  
En numéraire  
Par carte bancaire via le site internet  
Par carte bancaire

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un contrat avec bon de retrait pour mise à disposition du composteur individuel.

### **Article 6 :**

Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à la disposition du régisseur.

### **Article 7 :**

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202036090  
BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recettes Composteurs auprès du Comptable Public Assignataire est conservé.



**Article 8 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 9 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 euros.

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité de pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 12 :**

Les contrats de composteurs seront proposés sur les marchés et lieux publics suivants :

Parc Chanot, Rond-Point du Prado, 13008 MARSEILLE  
Esplanade du Vieux Port, 13001 MARSEILLE  
Place de la Joliette, 13002 MARSEILLE  
Escale Borely, 148 avenue Mendes France, 13008 MARSEILLE  
Domaine de Luminy : Avenue de Luminy 13009 MARSEILLE  
Jardin de la colline pujet : Rue Abbé D' Assy 13007 MARSEILLE  
Jardin des Corbières : Route du Rove 13016 MARSEILLE  
Jardin du Bois Sacré : Rue du Bois Sacré 13007 MARSEILLE  
Jardin Emile Duclaux : 86 Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE  
Jardins de la Magalone : 245 Boulevard Michelet 13009 MARSEILLE  
Jardin Beau Ste-Elizabeth : rue Beau 13012 MARSEILLE  
Jardin Bonniot : Boulevard Bonniot 13012 MARSEILLE  
Jardin de la Perrine : Avenue des Borromées 13012 MARSEILLE  
Jardin de l'Oasis : 49 Chemin de St Antoine à St Joseph 13015 MARSEILLE  
Jardin Félicien David : Avenue d'Haïti 13012 MARSEILLE  
Parc de la Pelouque : Chemin de la Pelouque 13016 MARSEILLE  
Parc des trois Lucs : Place des Trois Luc 13012 MARSEILLE  
Parc du vieux Moulin : Traverse de la Rous 13010 MARSEILLE  
Parc Antoine-Brégante : Route de la Viste 13015 MARSEILLE  
Parc Bagatelle : 125 Rue du Commandant Rolland 13008 MARSEILLE  
Parc Borely : Avenue du Prado 13008 MARSEILLE  
Parc central de Bonneveine : Avenue de Hambourg 13008 MARSEILLE  
Parc de la colline saint joseph : Boulevard du Redon 13009 MARSEILLE  
Parc de la Maison Blanche : Boulevard Paul Claudel 13009 MARSEILLE  
Parc de la Mirabelle : Avenue William Booth 13012 MARSEILLE  
Parc de la Moline - Relais Nature : 26 Boulevard Marius Richard 13012 MARSEILLE  
Parc de l'espérance : Boulevard Charles Moretti 13014 MARSEILLE  
Parc de fond obscure : Avenue Prosper Mérimée 13014 MARSEILLE  
Parc des Bruyères : Chemin des Prudhommes 13010 MARSEILLE  
Parc des 7 collines : Traverse de la Buzine 13011 MARSEILLE  
Jardin du Pharo : Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE  
Parc du 26<sup>ème</sup> centenaire : Rond-Point Zino Francescatti 13010 MARSEILLE  
Parc François Billoux : 246 Rue de Lyon 13015 MARSEILLE

Parc Longchamp : Boulevard du Jardin Zoologique 130014 MARSEILLE  
 Parc Pastré : 155 Avenue de Montredon 13008 MARSEILLE  
 Parc St Cyr : 83 Boulevard de St Loup 13010 MARSEILLE  
 Parc Valmer : 271 Corniche Kennedy 13007 MARSEILLE  
 Parc Henri Fabre : 20 Boulevard de Gabés 13008 MARSEILLE  
 Parc Bortoli : 2 Chemin du Lancier 13008 MARSEILLE  
 Parc Athéna : Rue Albert Einstein 13013 MARSEILLE  
 Ferme pédagogique du Roy d'Espagne : Rue Jules Rimet 13009 MARSEILLE  
 Ferme pédagogique du Collet des Comtes : 137 Boulevard des Libérateurs 13012 MARSEILLE  
 Ferme pédagogique de la Tour des Pins : 2 Traverse Cade 13014 MARSEILLE  
 Cours Estienne d'Orves, 13001 MARSEILLE  
 Esplanade du J4, 13002 MARSEILLE  
 Place de Lanche, 13002 MARSEILLE  
 Place Bargemon, 13002 MARSEILLE  
 Place Castellane 13006 MARSEILLE  
 Esplanade Jean-Paul 2, La major, 13002 MARSEILLE  
 Cours Julien 13006 MARSEILLE  
 Parvis René Dufaure de Montmirail 13008 MARSEILLE  
 Place aux Huiles 13007 MARSEILLE  
 Place Estrangin Pastré 13006 MARSEILLE  
 Place du Général de Gaule, 13001 MARSEILLE  
 Place Joseph Vidal, 13008 MARSEILLE  
 Place Jean-Jaures 13006 MARSEILLE  
 Place Gabriel Peri 13001 MARSEILLE  
 La friche Belle de Mai, 41 rue Jobin 13003 MARSEILLE  
 Place du 23 janvier 1943, 13002 MARSEILLE  
 5 rue du Marché des Capucins, 13001 MARSEILLE  
 Place Monthyon, 13008 MARSEILLE  
 Place Durand, 13014 MARSEILLE  
 Boulevard Michelet, 13008 MARSEILLE  
 Cours Joseph Thierry, 13001 MARSEILLE  
 Place Sebastopol, 13004 MARSEILLE  
 Avenue du Prado 13006 MARSEILLE  
 La Canebière 13001 MARSEILLE  
 Place Canovas, 13015 MARSEILLE  
 Place des Etats Unis, 13014 MARSEILLE  
 Esplanade Saint Just, 13004 MARSEILLE  
 Place Raphel, 13016 MARSEILLE  
 Place Bernard Cadenat, 13003 MARSEILLE  
 Place Pol Lapeyre, 13005 MARSEILLE  
 Place Esmond Audran, 13004 MARSEILLE  
 Plage de l'Estaque, 13016 MARSEILLE  
 Boulevard Chave 13005 MARSEILLE  
 Place Leopold Baravel, 13008 MARSEILLE  
 Allées de Meilhan, 13001 MARSEILLE  
 Boulevard Michelet, 13009 MARSEILLE  
 Cours Belsunce, 13001 MARSEILLE  
 Place Général de Gaulle, 13960 SAUSSET-LES-PINS  
 Avenue Siméon Guin, 13960 SAUSSET-LES-PINS  
 Place Jean Jaures, 13960 SAUSSET-LES-PINS  
 Avenue du Port, 13960 SAUSSET-LES-PINS  
 Place du Marché, 13620 CARRY-LE-ROUET  
 Quai du Professeur Émile Vayssière, 13620 CARRY-LE-ROUET  
 Place des Résistants, 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES  
 Place Bellot, 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES  
 Avenue de la Côte Bleue, 13120 GIGNAC-LA-NERTHE  
 Place de l'Hôtel de Ville, 13120 GIGNAC-LA-NERTHE

Cours du 11 Novembre, 13190 ALLAUCH  
 Place dr Joseph Chevillon, 13190 ALLAUCH  
 Place de la Mairie, 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS  
 Place Baragnon, 13260 CASSIS  
 Place de la République, 13260 CASSIS  
 Place Georges Clemenceau, 13260 CASSIS  
 Quai des Baux, 13260 CASSIS  
 Esplanade Charles de Gaulle, 13260 CASSIS  
 Place de l'Eglise 13380 PLAN DE CUQUES  
 Place de la Fontaine, 13380 PLAN DE CUQUES  
 Rue du 18 Juin 13380 PLAN DE CUQUES  
 Rond-point de l'Olivier, 13380 PLAN DE CUQUES  
 Parc du Bocage, 13380 PLAN DE CUQUES  
 Sous les Arcades, 13420 GEMENOS  
 Rue Maréchal des Logis Planzol, 13420 GEMENOS  
 Cours Pasteur, 13420 GEMENOS  
 Cours Sudre, 13420 GEMENOS  
 Place Georges Clémenceau, 13420 GEMENOS  
 Esplanade Lyautey, Esplanade du Parc Tony Garnier, 13470 CARNOUX-EN-PROVENCE  
 Avenue du Marechal Juin, 13470 CARNOUX-EN-PROVENCE  
 Place de la Mairie, 13600 CEYRESTE  
 Place Général de Gaulle, 13600 CEYRESTE  
 Place des Héros, 13600 CEYRESTE  
 Vieux Port, 13600 LA CIOTAT  
 Boulevard Anatole France, 13600 LA CIOTAT  
 Rond point des Messageries Maritimes, 13600 LA CIOTAT  
 Boulevard Beau Rivage, 13600 LA CIOTAT  
 ZAC de l'Ancre Marine, Chemin du Puits de Brunet, 13600 LA CIOTAT  
 Cours Mirabeau, 13700 MARIGNANE  
 Rue Saint-Exupéry, 13700 MARIGNANE  
 16 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 13700 MARIGNANE  
 15 Avenue Général de Monsabert, 13820 ENSUES-LA-REDONNE  
 31 Avenue de la Côte Bleue, 13820 ENSUES-LA-REDONNE  
 Chemin du Stade, 13820 ENSUES-LA-REDONNE  
 Parvis de l'Hôtel de Ville, 13820 ENSUES-LA-REDONNE  
 Place du Marché, 13820 ROQUEFORT-LA-BEDOULE  
 6 place de la Libération, 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE  
 Allée Hyppolite Gondrexon, 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE  
 Rue Jacques Duclos, 13740 LE ROVE  
 135 D568, 13740 LE ROVE  
 Rue Jacques Duclos, 13740 LE ROVE  
 147 Boulevard Barthélémy Abbadie, 13730 SAINT-VICTOIRET  
 Avenue Jacques Prévert, 13730 SAINT-VICTOIRET  
 Avenue de la Cascade, 13730 SAINT-VICTOIRET  
 Plages Prado 13008 MARSEILLE  
 Plages Corbières 13016 MARSEILLE  
 Plages Pointe Rouge 13008 MARSEILLE  
 Stades Louis Delors 13008 MARSEILLE  
 Parc Mirabelle Avenue William Booth 13012 MARSEILLE  
 Docks Village la Joliette 13002 MARSEILLE  
 Mairie 1/7<sup>e</sup> arrondissement, 125 La Canebière Immeuble Léon Blum 13001 MARSEILLE  
 C.M.A Velten 16 rue Bernard Dubois – 13001 MARSEILLE  
 C.M.A Dugommier 12 Bd Dugommier – 13001 MARSEILLE  
 C.M.A Sénac 6/8 rue Sénac – 13001 MARSEILLE  
 C.M.A Les Lices 12 rue des Lices – 13007 MARSEILLE  
 C.M.A Saint Georges 49 rue Charras – 13007 MARSEILLE  
 C.M.A Maison des Jeux Boulevard Cieussa – 13007 MARSEILLE

C.M.A Maison Créative 233 Corniche Kennedy – 13007 MARSEILLE  
 C.M.A Roucas Blanc 232 Chemin du Roucas-Blanc – 13007 MARSEILLE  
 C.M.A Maison de la Mer 244 Corniche Kennedy – 13007 MARSEILLE  
 C.M.A Vallon des Auffes 92 rue du vallon des Auffes – 13007 MARSEILLE  
 Mairie 2/3 - 2 place de la Major 13002 MARSEILLE  
 Maison Pour Tous Kléber 16 rue Desaix 13003 MARSEILLE  
 Maison Pour Tous Panier Joliette 66 rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE  
 Maison Pour Tous Belle de Mai 1/6 boulevard Boyer 13003 MARSEILLE  
 Mairie 4/5 - 13 square Sidi Brahim 13005 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Fédération 14 bd Meyer 13004 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Hopkinson 52, Rue Beau 13004 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Vallier 10 rue de la Visitation 13004 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Chartreux 108, Bd Françoise Duparc 13004 MARSEILLE  
 Mairie 6/8 - 125 rue du Commandant Rolland 13008 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Vauban 114, Boulevard Vauban 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Salle Valère Bernard Place Valère Bernard 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Castellane 23, rue Falque 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Michel Lévy 15 Rue Pierre Laurent 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Falque 36, rue Falque 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Sylvabelle 71, rue Sylvabelle 13006 MARSEILLE  
 Centre d'Animation Rouet Angle rue Benedetti/rue Renzo 13008 MARSEILLE  
 PIJ Rouet 7, rue Benedetti 13008 MARSEILLE  
 Cadenelle 15, avenue de la Cadenelle 13008 MARSEILLE  
 Sainte-Anne 388, avenue de Mazargues 13008 MARSEILLE  
 Maison des Sports de Bonnefon Place Bonnefon 13008 MARSEILLE  
 Base Nautique « Tempo Mer » 1, port de la Pointe Rouge 13008 MARSEILLE  
 Pastré 155, avenue de Montredon 13008 MARSEILLE  
 Les Calanques 2, traverse de la Marbrerie 13008 Marseille  
 Mairie 9/10 - 150 boulevard Paul Claudel 13009 Marseille  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Cayolle Traverse Colgate 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Baumettes 31, traverse Rabat 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Cabot 24, boulevard des Alisiers 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Joseph Aiguier 30, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Atelier des Arts 133, bd Sainte-Marguerite 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Luminy Rue Henri Cochet 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Mazargues 1, boulevard Dallest 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Redon 361, boulevard du Redon 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Trioulet 36, avenue Aviateur Lebrix 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Cayolle - Allée des Pêcheurs 13009 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Le Florida 1, rue Auguste Comte 13010 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Renette 31, bd Romain Rolland 13010 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Sainte-Geneviève 211, bd Romain Rolland 13010 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint-Tronc 134, rue François Mauriac 13010 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Timone 49, avenue Benjamin Delessert 13010 MARSEILLE  
 Mairie 11/12 - Avenue Bouyala d'Arnaud 13012 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 100, Boulevard de la Barasse 13011 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 216, Boulevard de Saint Marcel 13011 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 93, Boulevard de la Valbarelle 13011 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 4 chemins des Bellons 13011 Marseille  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 172, Boulevard des Libérateurs 13012 Marseille  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 194, Boulevard Charles Kaddouz 13012 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 73, Rue Saint Jean du Désert 13012 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 355, avenue de Montolivet 13012 Marseille  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 213, Avenue de Montolivet 13012 MARSEILLE

CMA (Centre Municipal d'Animation) 40, avenue de la rosière 13012 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 29 rue Série 13012 MARSEILLE  
 Mairie 13/14 - 72 rue Paul Coxe 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 1 chemin des Grives 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 81 avenue de la Maurelle 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 10 place Pélabon 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 32 avenue de Saint-Jérôme 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 40 chemin de St-Mitre à Four de Buze 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 17 avenue Paul Dalbret 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Avenue Saint-Paul 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 41 boulevard Perrin 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 58 avenue Corot 13013 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 55 traverse Charles Susini 13013 MARSEILLE  
 Maison des Associations et de la Démocratie Traverse Paul Converset 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 33 Boulevard Larousse 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 14 avenue des Arnavaux 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Maison des Associations et de la Démocratie 63 avenue du Merlan 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 72 rue Paul Coxe 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 1 place des Etats-Unis 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Rue Mahboubi Tir 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 50 Avenue Prosper Mérimée 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Boulevard Charles Moretti 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 78 boulevard de Bon Secours 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 23 Boulevard Truphème 13014 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 2 Rue Berthelot 13014 MARSEILLE  
 Mairie 15/16 - 246 rue de Lyon Parc François Billoux 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Denis Papin, 8 Boulevard Papin 13015 MARSEILLE  
 Maison Municipale d'Arrondissements des Associations Estaque Plage 90, Plage de l'Estaque – 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Estaque Gare, 39 rue Le Pelletier 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Calade Campagne Pignon, 2 Boulevard Ledru Rollin – 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Le Chalet, 20 rue Vert Clos / 7, chemin de La Martine 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Louis, 24 avenue du Rove 13015 MARSEILLE  
 Maison Municipale de la Petite Enfance de Mourepiane, 18 rue Poussardin 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Estaque Riaux, 2 place du Centre 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Les Aygalades, 28 boulevard de La Padouane 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Les Crottes, 36 rue de Lyon 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint André 11, boulevard Jean Labro – Saint André 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Pol Roux, 7 traverse des Mûriers 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Henri, 113 rue Rabelais 13016 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Verduron Bas, 11 allée des Vignes 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Verduron Haut, 65 boulevard Marius Brémont 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Mirabeau, 5 impasse Albarel Malavasi 13015 MARSEILLE  
 CMA (Centre Municipal d'Animation) du Sport Villa Pigala, 15 impasse Pigala - Saint Antoine 13015 MARSEILLE

### **Article 13 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 14:**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 15:**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 16 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020**

## Décision n° 19/796/D

### Décision de clôture de la Régie de recettes pour l'encaissement des produits de vente de plan, de contrat de licence, de données géographiques, frais généraux, frais d'acquisition et de gravure de DVD ou CD

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n°16/131/D du 19 août 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 9 décembre 2019 ;

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'aucune recette n'a été encaissée depuis 2016, il convient de clôturer la Régie de recettes pour l'encaissement des produits de vente de plan, de contrat de licence, de données géographiques, frais généraux, frais d'acquisition et de gravure de DVD ou CD.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La régie de recettes pour l'encaissement des produits de vente de plan, de contrat de licence, de données géographiques, frais généraux, frais d'acquisition et de gravure de DVD ou CD -décision n°16/131/D - est clôturée à compter du 31 décembre 2019.

La décision n°16/131/D est abrogée à compter de cette date.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/831/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Seaworks

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1908989-5 déposée le 22 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la SARL Seaworks contre la saisie administrative à tiers détenteur du 21 août 2019 et des titres de recettes émis le 28 novembre 2018 , le 4 décembre 2019 et le 18 janvier 2019 correspondant au versement de loyers et charges pour l'occupation temporaire d'un ensemble immobilier relatif à des activités portuaires sur le port de pêche de Saumaty.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP Charrel et Associés domiciliée 5 rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/832/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société SASU CARBONE

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909408-5 déposée le 6 novembre 2019, au Tribunal Administratif de Marseille par la société SASU CARBONE, demandant l'annulation de neuf titres de recettes exécutoires correspondant aux loyers dus à la Métropole , dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire concernant l'exploitation d'une station d'avitaillement dans le port de pêche de Saumaty.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles , 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/833/D

### Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Eiffage Energie Système-Clévia

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance de référé n°1908928-3 rendue le 19 novembre 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant l'annulation de la procédure de passation du lot 12 "plomberie, chauffage, ventilation et climatisation – zone sud" de l'accord – cadre portant sur des travaux d'aménagement de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole.

#### CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de former un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix, domiciliée, 204 rue Vaugirard 75015 PARIS.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2020

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix , pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , Nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/834/D

### **Signature d'une convention d'occupation temporaire avec la SARL Phidias-Hôtel Technologique lot 246, Marseille.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille-Provence-Métropole ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment situé 45 rue Frédéric Joliot Curie-Hôtel Technologique, 13013 Marseille ;
- Que la SARL Phidias, SARL au capital de 25 000 euros, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 485 399 000 dont le siège social est situé Technopole de Château Gombert – rue Frédéric Joliot Curie – 13013 Marseille, représentée par Messieurs Daniel Deyris et Jean Marie Micallef en leur qualité de co-gérants, a sollicité la Métropole pour la location d'un lot 246, d'une surface de 33 m<sup>2</sup> pour répondre aux besoins liés à son activité de recherche, consultation de formation d'assistance de saisie de programmation et plus généralement toute prestation de service dans les domaines de l'électricité de l'informatique, de la bureautique et du multimédia ;

- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 1<sup>er</sup> février 2020 pour une durée de 3 ans ;
- Qu'il est proposé un loyer de 130 euros/HT/HC/an/m<sup>2</sup>, soit 4290 euros HT HC par an, une provision de charges de 1320 euros par an soit 40 euros/HT/an/m<sup>2</sup>.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2020.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 4290 euros par an HT HC. Le montant des charges est fixé à 1320 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 1072,50 euros HT HC soit l'équivalent de 3 mois de loyer HT HC.

### **Article 3:**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/835/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé 32 rue du Petit Saint Jean, Quartier Belsunce à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 D 62 appartenant aux Consorts Lévi.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de préemption urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0568 reçue en mairie de Marseille le 7 novembre 2019 portant aliénation de l'immeuble cadastré 801 D 62 sis 32 rue du Petit Saint Jean, Quartier Belsunce Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Lévi ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble cadastré 801 D 62 sis 32 rue du Petit Saint Jean, Quartier Belsunce à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Lévi, d'une contenance de 145m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2020

## Décision n° 19/836/D

### **Signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI La Cride au 158 rue de Rome, 13006 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local à usage de commerce situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille, en vue de le sous-louer à un tiers qui pratiquera une activité commerciale ;
- Que le loyer pratiqué est cohérent avec le prix des transactions comparables sur ce secteur ;

- Que la saisine du service des Domaines n'est pas obligatoire compte tenu du montant du loyer ;

**Désignation :**

Au sein de l'immeuble situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille, le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : un local commercial situé au rez-de-chaussée et une cave située au sous-sol du bâtiment pour une surface totale de 78,33 m².

Par conséquent, il est proposé la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI de la Cride à compter du 6 janvier 2020 dans les conditions suivantes :

**Durée :**

Trois ans à compter du 6 janvier 2020.

**Prix :**

Loyer : 8400 euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance.

Charges : la provision pour charges annuelles est de 1800 euros hors taxes.

**Dépôt de garantie :**

il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

**Honoraires :**

La somme de 1113,84 euros TTC est à la charge du preneur au titre des honoraires de location de la Compagnie Phocéenne de Négociations

**DECIDE**

**Article 1 :**

De signer un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI La Cride, à compter du 6 janvier 2020 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2020

## Décision n° 19/837/D

### **Contrat de location avec la SOGIMA pour l'occupation des locaux situés 118 Bd Albert Ritt - La Ciotat**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la compétence Politique de la Ville a été transférée à la Métropole ;
- Que dans ce cadre, la Métropole a repris les droits et obligations de la convention entre la Sogima et la Ville de la Ciotat pour l'occupation des locaux sis 118 Bd Albert Ritt à la Ciotat ;
- Que la convention arrive à échéance le 31 décembre 2019 ;
- Que dans ce cadre, il est nécessaire de signer un contrat de bail civil avec la Sogima afin de maintenir l'occupation du service Politique de la Ville.
- Que les conditions d'occupation sont les suivantes :
  - **Désignation** : Bureaux situés 118 Bd Albert Ritt 13600 La Ciotat d'une surface de 63,60 m²,

- **Date d'effet du bail** : 1er janvier 2020,
- **Durée** : 6 ans, résiliable tous les ans,
- **Prix** : Payable trimestriellement,

Loyer annuel: 6868,80 euros HT HC

Provision annuelle pour charges : 768 euros, en sus remboursement de la Taxe Foncière, frais de rôle et toute autre impôt ou taxe existants ou à créer.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un contrat de bail civil avec la Sogima pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2020 aux conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole sous-politique A130, fonction 020, Natures 6132, 614, 63512.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 19/838/D**

**Convention d'occupation temporaire tripartite avec les sociétés PACOM1 et Trendywork- Lots 243 et 244 Hôtel Technologique à Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 21 février 2014 relative à l'approbation de modèles type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- L'arrête 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m<sup>2</sup> consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'à effet du 1er mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé avec les sociétés Pacom1 et Trendywork une convention d'occupation temporaire pour le lot 244 ;

- Que les sociétés souhaitent désormais occuper également le lot 243 adjacent au lot 244, qui est libre de toute occupation pour répondre aux besoins d'extension de leur activité de plateforme de réservation multiservices et de programmation informatique, conseil en communication, webmarketing ;
- Que la signature d'une nouvelle convention pour une durée de 3 ans est donc nécessaire car les sociétés ont donné leur préavis du lot 244 pour le 31 janvier 2020 ;
- Qu'il est donc proposé de consentir une convention d'occupation temporaire tripartite d'une durée de 3 ans sur les lots 243 d'une surface de 33 m<sup>2</sup> et 244 d'une surface de 29,5 m<sup>2</sup> pour une redevance de 130 euros /m<sup>2</sup>/HT/HC/an et des charges de 40 euros/m<sup>2</sup> ;
- Que la nouvelle convention prendra effet le 1er février 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre onéreux pour les lots 243 et 244 sis à l'Hôtel Technologique, 45 rue Joliot Curie, 13382 Marseille Cedex 13 avec les sociétés Pacom1 et Trendywork.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 8 125 euros par an HT HC. Le montant des charges est fixé à 2 500 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 1 072,50 euros HT HC soit l'équivalent de trois mois de loyer.

Etant convenu que ces paiements seront supportés par chaque société occupante à moitié, les sociétés Pacom1 et Trendywork verseront respectivement une redevance annuelle de 4 062,50 euros HT HC, des charges annuelles de 1 250 euros HT HC et un dépôt de garantie de 536,25 euros.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général de Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2020



## Décision n° 20/001/D

**Abrogation de la décision numéro 19-525-D portant approbation de la convention d'occupation précaire et révocable consentie à Madame Marie Drancourt pour occuper le logement sis allée du petit diable, en rez-de-chaussée gauche du bâtiment F à Miramas, du 1er au 31 août 2019**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 19/525/D de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 septembre 2019 portant approbation de la convention d'occupation précaire et révocable consentie à Madame Marie Drancourt pour occuper le logement sis allée du petit diable, en rez-de-chaussée gauche du bâtiment F à Miramas, du 1<sup>er</sup> au 31 août 2019

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue propriétaire d'un appartement portant le numéro 45, situé au rez-de-chaussée gauche du bâtiment F sis allée du Petit Diable sur la commune de Miramas cadastré section AM 2 dans le secteur de la ZAC de La Rousse, par acte notarié du 18 juin 2019 ;
- Que l'ancien propriétaire vendeur, Madame Marie Drancourt, avait formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de déménager dans son nouveau logement ;

- Que par décision n° 19/525/D du 19 septembre 2019 une convention d'occupation précaire lui avait été consentie et acceptée pour occuper ledit logement du 1<sup>er</sup> août au 31 août 2019 ;
- Que l'ancien propriétaire vendeur, Madame Marie Drancourt, n'a pas occupé ledit logement pendant la période susmentionnée ;
- Que pour ce motif, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit abroger la convention d'occupation précaire et révocable au profit de Madame Marie Drancourt.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est abrogée la décision n° 19/525/D du 19 septembre 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/002/D

**Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la ville de Saint-Victoret au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement d'un parking public.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 77/19 du 21 novembre 2019 du Conseil Municipal de Saint-Victoret ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'un parking public au niveau du boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret ;
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 3 093 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AV 0014, appartenant à la Ville de Saint-Victoret ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entamer les travaux dans les délais et que son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Saint-Victoret ;
- Que la décision n° 19/632/D du 29 octobre 2019 prévue à cet effet visait la délibération de la Ville de Saint-Victoret n° 53/19 qui ne mentionnait pas la mise à disposition anticipée.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est abrogée la décision n°19/632/D du 29 octobre 2019.

### **Article 2 :**

De signer la convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise de terrain d'environ 3 093 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AV 0014, sise boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/003/D

**Bail relatif à la location d'un terrain cadastrée section C n° 165, sis 620 chemin de la Beauvalle, à Aix-en-Provence.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/270/CM de délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence louait des places de stationnement pour les agents de ses services sur le territoire du Pays d'Aix situés rue Mahatma Gandhi à Aix-en-Provence ;
- Que ce bail a été résilié pour la majorité des places ;
- Qu'il convient de louer un terrain afin que les agents des services du Territoire du Pays d'Aix puissent stationner ;
- Qu'il convient de signer ce bail précaire.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un bail précaire qui commencera à courir à la date d'acquisition du terrain par AIC Provence (ou toute autre société qui pourrait se substituer) pour une durée d'un an pour la location d'un terrain sis 620 chemin de la Beauvalle, à Aix-en-Provence moyennant un loyer annuel de 18000 euros HT.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe des déchets, chapitre 011, nature 6132.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/004/D

### **Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société Dedieu Paolo - Maison du Développement Industriel, 38 rue Frédéric Joliot Curie, 13013 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que la société Dedieu Paolo a sollicité la Métropole pour la location des lots 120 et 121, d'une surface totale de 36,80 m<sup>2</sup> pour répondre aux besoins liés à son activité de holding et détention de titres de filiale ;

- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 19 janvier 2020 pour une durée de 2 ans ;
- Qu'il est proposé un loyer de 100 euros/Hors Taxes et Hors Charge/an/m<sup>2</sup>, soit 3680 euros Hors Taxes et Hors Charge par an, une provision de charges de 1840 euros par an soit 50 euros/HT/an/m<sup>2</sup>.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans à compter du 19 janvier 2020.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 3680 euros par an Hors Taxes et Hors Charge Le montant des charges est fixé à 1840 euros HT par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 919,99 euros Hors Taxes et Hors Charge soit l'équivalent de 3 mois de loyer Hors Taxes et Hors Charge.

### **Article 3:**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4:**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/005/D

### **Convention d'occupation temporaire avec Squaresofts - Maison du Développement Industriel, 38 rue Frédéric Joliot Curie 13013 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 21 février 2014 n°DEV002-058/14/CC « Approbation de modèles type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole » ;
- L'arrêté de déport 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que la société Squaresofts a sollicité la Métropole pour la location du lot 113, d'une surface de 21,38 m<sup>2</sup>, pour son activité de formation, développement, assistance technique et vente de logiciels ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 14 janvier 2020 avec un loyer de 100 euros Hors Taxes et Hors Charge/an/m<sup>2</sup>, soit 2138 euros Hors Taxes et Hors Charge par an ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2020

- Qu'il est proposé une provision de charges de 1069 euros par an soit 50 euros/HT/an/m².

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de 3 ans à compter du 14 janvier 2020.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à 2138 euros Hors Taxes et Hors Charge par an. Le montant des charges est fixé à 1069 euros Hors Taxes par an. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 534,50 euros Hors Taxes et Hors Charge soit l'équivalent de 3 mois de loyer Hors Taxes et Hors Charge.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique B330 – service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/007/D

### **ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement - Convention de participation constructeur passée avec la SCI PLM, PC n°1305513M0982PC**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2020

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la société SCI PLM a déposé le 22/08/2019 une demande de permis de construire n° PC 1305513M0982PC pour réaliser 91m<sup>2</sup> d'extension de commerce amenant à une surface de plancher totale de 287m<sup>2</sup> ;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgBd du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 11 375.00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière de la société SCI PLM au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 11 375.00 euros.

### **Article 2 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2020

## Décision n° 20/008/D

### Convention de mise à disposition - 44 avenue Alexandre Dumas, Clot Bey sis Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 01-4766/18/BM du 13/12/2018 portant cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas à Marseille, 8ème arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-provence, au profit du Groupement Pitch Promotion – Progereal – Finareal ;
- La promesse de vente en date du 26 mars 2019 prévoyant la vente par la Métropole au profit de la SCCV ADN Clot Bey ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée préfixe 844 section R numéro 15 lieudit 44 avenue Alexandre Dumas, 10-12 avenue Clot Bey, 13008 Marseille (parcelle 208 844 R0015) ;

- Que la SCCV ADN Clot Bey, dont le siège est à Marseille (13008) Hermès Park – Bâtiment B – 64 avenue d'Haïfa et la Métropole ont signé une promesse de vente dans l'objectif de réaliser un programme immobilier ;
- Que la SCCV ADN Clot Bey souhaite, dans l'attente de la signature de l'acte de vente, implanter une bulle de vente et habiller le mur d'enceinte, en vue de commercialiser le programme immobilier ;
- Que la signature d'une convention de mise à disposition d'un terrain préalablement à sa vente est nécessaire ;
- Que la convention de mise à disposition prendra effet le 20 janvier 2020 ;
- Que la convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention de mise à disposition d'un terrain préalablement à son transfert de propriété avec la SCCV ADN Clot Bey à compter du 20 janvier 2020 et expirant le 26 mars 2022.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/009/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BR 27 sise avenue Yitzak Rabin à Vitrolles (13127)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°87-257 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 27 juillet 1987 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°90-44 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 22 février 1990 renforçant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°14-03 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 30 janvier 2014 confirmant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'ensemble des zones U et ses déclinaisons ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA01311719M0607 reçue en Mairie de Vitrolles le 23 décembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée BR 27 sise avenue Yitzak Rabin à Vitrolles.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BR 27 sise avenue Yitzak Rabin à Vitrolles (13127).

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 janvier 2020

**Martine VASSAL**



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550062

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500159

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** AIX- LA PETITE DURANNE  
Avenue Augustin Fresnel  
Les Milles  
13290 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT-002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 7 logements PLUS
  - 5 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	58 401,00	5,30%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>58 401,00</b>	<b>5,30%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	333 953,00	30,29%
Prêt CDC logement	144 900,00	13,14%
Autres	105 000,00	9,52%
1%.	173 000,00	15,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>756 853,00</b>	<b>68,64%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	287 437,50	26,07%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>287 437,50</b>	<b>26,07%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 102 691,50</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	5,97%
Subvention Département	60 000,00	7,31%
Subvention EPCI	58 523,00	7,13%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>167 523,00</b>	<b>20,40%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	260 285,00	31,70%
Prêt CDC logement	112 936,00	13,75%
Autres	75 000,00	9,13%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>448 221,00</b>	<b>54,59%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	205 312,50	25,01%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>205 312,50</b>	<b>25,01%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>821 056,50</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	60 000,00	3,12%
Subvention Etat	49 000,00	2,55%
Subvention EPCI	116 924,00	6,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>225 924,00</b>	<b>11,74%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	257 836,00	13,40%

Prêt CDC foncier	594 238,00	30,89%
1%.	173 000,00	8,99%
Autres	180 000,00	9,36%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 205 074,00</b>	<b>62,64%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	492 750,00	25,61%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>492 750,00</b>	<b>25,61%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 923 748,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 923 748,00</b>	

## B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 257 650,99 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	7	417,14 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>7</b>	<b>417,14 m²</b>
Assiette *	:	706 773,19 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	5	325,13 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>5</b>	<b>325,13 m²</b>
Assiette *	:	550 877,80 €
Taux de subvention	:	8,89 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	742,27 m²
Assiette : 1 257 650,99 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>49 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,90 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 49 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	613 028,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	875 754,00 €
Prestations intellectuelles et frais	262 726,00 €
Prix de revient H.T.	1 751 508,00 €
Montant de la TVA	172 240,00 €
Prix de revient TTC	1 923 748,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 591,71 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/011/D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550269

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500158  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** AIX- LA PETITE DURANNE\_PLS  
Avenue Augustin Fresnel  
Les Milles  
13290 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	14 335,00	2,52%	
<b>Sous-total Subventions</b>	14 335,00	2,52%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	185 385,00	33,94%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	114 263,00	20,92%	1,86%
Prêts Autres	45 000,00	8,24%	
1%.	51 000,00	9,34%	
<b>Sous-total Prêts</b>	395 648,00	72,43%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	136 246,00	24,94%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	136 246,00	24,94%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	546 229,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	546 229,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	204,79 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>3</b>	<b>204,79 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	204,79 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	174 375,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	249 109,00 €
Prestations intellectuelles et frais	74 732,00 €
Prix de revient H.T.	498 216,00 €
Montant de la TVA	48 013,00 €
Prix de revient TTC	546 229,00 €



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034  
05 10 41  
01 7344

20 / 0 1 2 / D -

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

**Numéro d'opération :**

2019130550013

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

775690944

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500145

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13054 Marignane

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

MARIGNANE

Rue Robert Scuman

13700 Marignane

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

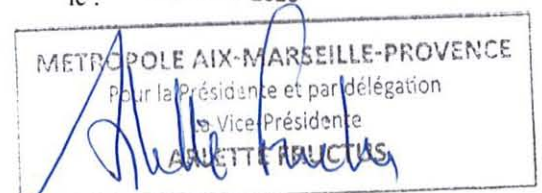
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 000,00	2,57%
Subvention Département	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>24 000,00</b>	<b>2,57%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	252 528,00	27,03%
Prêts PEEC	200 000,00	21,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>452 528,00</b>	<b>48,43%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	457 840,00	49,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>457 840,00</b>	<b>49,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>934 368,00</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	8,50%
Subvention EPCI	24 000,00	2,60%
Subvention Département	60 000,00	6,51%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>162 400,00</b>	<b>17,62%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	627 263,00	68,04%
Prêts PEEC	40 000,00	4,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>667 263,00</b>	<b>72,38%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	92 185,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>92 185,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>921 848,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	60 000,00	3,23%
Subvention Etat	78 400,00	4,22%
Subvention EPCI	48 000,00	2,59%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>186 400,00</b>	<b>10,04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	879 791,00	47,40%
Prêts PEEC	240 000,00	12,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 119 791,00</b>	<b>60,33%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	550 025,00	29,63%

Sous-total Fonds Propres	550 025,00	29,63%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 856 216,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 856 216,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 262 804,24 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	419,15 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>8</b>	<b>419,15 m²</b>
Assiette *	:	626 944,78 €
Taux de subvention	:	0,00 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>0,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	425,11 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>8</b>	<b>425,11 m²</b>
Assiette *	:	635 859,46 €
Taux de subvention	:	12,33 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>78 400,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	844,26 m²
Assiette : 1 262 804,24 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>78 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	6,21 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>78 400,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	516 104,36 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 204 236,87 €
Prestations intellectuelles et frais	19 681,52 €
Prix de revient H.T.	1 740 022,75 €
Montant de la TVA	116 193,25 €
Prix de revient TTC	1 856 216,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 198,63 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/013/D.1

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550189

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

415750868

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500121

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13054 Marignane

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MARIGNANE-MARIUS RUINAT-PLUS PLAI  
40 avenue Marius Ruinat  
13700 Marignane

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT-002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	7,31%
Subvention EPCI	12 000,00	2,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>41 400,00</b>	<b>10,50%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	98 266,00	24,14%
Prêt CDC logement	156 543,00	38,53%
1%.	24 000,00	5,97%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>278 809,00</b>	<b>69,34%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	81 900,00	20,37%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>81 900,00</b>	<b>20,37%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>402 109,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	14 000,00	2,10%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>14 000,00</b>	<b>2,10%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	205 934,00	30,86%
Prêt CDC logement	200 257,00	30,01%
1%.	56 000,00	8,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>462 191,00</b>	<b>69,26%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	191 100,00	28,64%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>191 100,00</b>	<b>28,64%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>667 291,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	2,75%
Subvention EPCI	26 000,00	2,43%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>55 400,00</b>	<b>5,18%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	356 800,00	33,36%
Prêt CDC foncier	304 200,00	28,45%
1%.	80 000,00	7,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>741 000,00</b>	<b>69,29%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	273 000,00	25,53%



Sous-total Fonds Propres	273 000,00	25,53%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 069 400,00</b>	<b>100,00%</b>
Coût de l'opération / dépassement	1 069 400,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

<b>I - Assiette de la subvention : 854 706,61 €</b>		
<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	338,27 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	338,27 m²
Assiette *	:	573 278,62 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	166,06 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	166,06 m²
Assiette *	:	281 427,99 €
Taux de subvention	:	10,45 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	504,33 m²
Assiette : 854 706,61 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,44 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 29 400,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	337 365,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	626 535,00 €
Prestations intellectuelles et frais	10 000,00 €
Prix de revient H.T.	973 900,00 €
Montant de la TVA	95 500,00 €
Prix de revient TTC	1 069 400,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 120,44 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/014/D

## DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
 2019130550266

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 782678882

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20191305500153

**Nature de l'opération**  
 Neuf

**Commune (Insee)**  
 13001 Aix-en-Provence

**Exercice**  
 2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
 La Réserve PLS  
 18 PLS  
 1 Avenue Georges Brassens  
 13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidence et par délégation  
Le Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	451 943,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	839 322,00	65,00%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 291 265,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 291 265,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 291 265,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 210,88 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>18</b>	<b>1 210,88 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 210,88 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	411 947,27 €
Coût du bâtiment ou des travaux	644 230,91 €
Prestations intellectuelles et frais	129 469,00 €
Prix de revient H.T.	1 185 647,18 €
Montant de la TVA	105 617,82 €
Prix de revient TTC	1 291 265,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 066,39 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39  
00 10 41  
01 7 39 4

20/015/D1

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550058

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782678882

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

**Le Decisium B1**

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500152

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**  
La réserve  
6 PLUS  
1 Avenue Georges Brassens  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVF 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

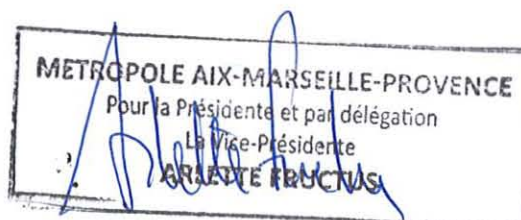
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	239 587,00	65,00%
Prêt CDC foncier	129 009,00	35,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	368 596,00	100,00%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	368 596,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	368 596,00	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 585 364,82 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	345,65 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	345,65 m²
Assiette *	:	585 364,82 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	345,65 m²
Assiette : 585 364,82 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	116 189,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	185 699,00 €
Prestations intellectuelles et frais	36 517,00 €
Prix de revient H.T.	338 405,00 €
Montant de la TVA	30 191,00 €
Prix de revient TTC	368 596,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 066,39 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39  
05 10 41  
01 10 44

20/016/D1

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550022

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868  
**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
72 AV DE TOULON  
  
13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500170  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13215 Marseille - 15e arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** MARSEILLE-LES FABRIQUES-PLUS PLA  
ilôt 4C2  
59 RUE DE LYON  
13015 Marseille - 15e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	5,89%
<b>Sous-total Subventions</b>	78 400,00	5,89%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	566 090,00	42,53%
Prêt CDC foncier	423 759,00	31,84%
Prêts Autres	202 000,00	15,18%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 191 849,00	89,54%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	60 800,00	4,57%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	60 800,00	4,57%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 331 049,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	748 014,00	41,82%
Prêt CDC foncier	646 450,00	36,14%
Prêts Autres	303 000,00	16,94%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 697 464,00	94,90%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	91 199,00	5,10%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	91 199,00	5,10%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 788 663,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	78 400,00	2,51%
<b>Sous-total Subventions</b>	78 400,00	2,51%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 314 104,00	42,12%
Prêt CDC foncier	1 070 209,00	34,30%
Prêts Autres	505 000,00	16,19%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 889 313,00	92,61%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	151 999,00	4,87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	151 999,00	4,87%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 119 712,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 119 712,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 569 164,42 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	12	808,09 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>12</b>	<b>808,09 m²</b>
Assiette *	:	1 553 583,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	8	528,25 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>8</b>	<b>528,25 m²</b>
Assiette *	:	1 015 580,69 €
Taux de subvention	:	7,72 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 336,34 m²
Assiette : 2 569 164,42 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,05 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	78 400,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	988 033,55 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 834 919,45 €
Prestations intellectuelles et frais	18 181,00 €
Prix de revient H.T.	2 841 134,00 €
Montant de la TVA	278 578,00 €
Prix de revient TTC	3 119 712,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 334,52 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20191305500171

20/07/2019

20191305500171  
20191305500171  
20191305500171

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550227

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500171

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13215 Marseille - 15e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MARSEILLE - LES FABRIQUES - PLS  
ilot 4C2  
59 RUE DE LYON  
13015 Marseille - 15e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVF 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	208 224,00	25,18%	1,35%
CDC foncier PLS	283 660,00	34,30%	1,36%
<b>Sous-total Prêts</b>	491 884,00	59,49%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	335 000,00	40,51%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	335 000,00	40,51%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	826 884,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	826 884,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	353,26 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	353,26 m²
--	---	-----------

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	353,26 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	261 879,80 €
Coût du bâtiment ou des travaux	486 348,20 €
Prestations intellectuelles et frais	4 819,00 €
Prix de revient H.T.	753 047,00 €
Montant de la TVA	73 837,00 €
Prix de revient TTC	826 884,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 340,72 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL



Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34  
05 10 41  
01 19 44

20/018/D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550060

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500178

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13104 Sausset-les-Pins

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Villa Turquoise  
4 PLUS 3 PLAI  
Avenue des 3 communes  
13760 Sausset-les-Pins

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	5,79%
Subvention EPCI	9 000,00	1,77%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>38 400,00</b>	<b>7,56%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	189 767,00	37,48%
Prêt CDC foncier	216 491,00	42,65%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>406 258,00</b>	<b>80,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	63 000,00	12,41%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>63 000,00</b>	<b>12,41%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>507 658,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	12 000,00	1,83%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>12 000,00</b>	<b>1,83%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	237 708,00	36,29%
Prêt CDC foncier	172 829,00	26,38%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>410 537,00</b>	<b>62,67%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	232 547,00	35,50%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>232 547,00</b>	<b>35,50%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>655 084,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	2,53%
Subvention EPCI	21 000,00	1,81%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>50 400,00</b>	<b>4,33%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	427 475,00	36,76%
Prêt CDC foncier	389 320,00	33,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>816 795,00</b>	<b>70,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	295 547,00	25,42%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>295 547,00</b>	<b>25,42%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 162 742,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 162 742,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 746 829,25 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4		264,11 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>		4	264,11 m <sup>2</sup>
Assiette *	:		415 296,50 €
Taux de subvention	:		0,00 %
SUBVENTION	:		0,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3		210,84 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>		3	210,84 m <sup>2</sup>
Assiette *	:		331 532,75 €
Taux de subvention	:		8,87 %
SUBVENTION	:		29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	474,95 m <sup>2</sup>
Assiette : 746 829,25 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,94 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 29 400,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	317 111,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	581 371,00 €
Prestations intellectuelles et frais	105 704,00 €
Prix de revient H.T.	1 004 186,00 €
Montant de la TVA	158 556,00 €
Prix de revient TTC	1 162 742,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 448,14 €/m <sup>2</sup>

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 019 / 01

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550242

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500180

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13204 Marseille - 4e arrondissement

**Exercice**  
2019

#### Nature des logements

Logements ordinaires

#### Type de bénéficiaire

Ménages

#### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Pardigon - Lot 45  
SA 223  
31 boulevard Pardigon  
13004 Marseille - 4e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

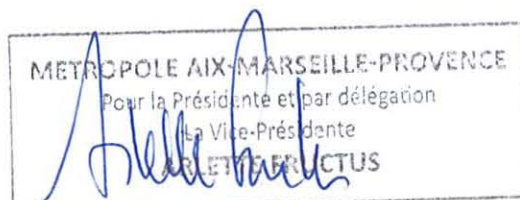
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020







# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	11,80%
PLAI adapté	18 630,00	16,65%
Conseil Régional	5 000,00	4,47%
Subvention EPCI	17 000,00	15,20%
Ville de Marseille	5 000,00	4,47%
Subvention Autres	11 186,00	10,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>70 016,00</b>	<b>62,59%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	41 843,00	37,41%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>41 843,00</b>	<b>37,41%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>111 859,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>111 859,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 97 726,49 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

55,74 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

55,74 m²

Assiette *	:	97 726,49 €
Taux de subvention	:	13,51 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	55,74 m²
Assiette : 97 726,49 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,51 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	85 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	15 027,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 729,00 €
Décision No : 20191305500180	Page : 4/5

Prix de revient H.T.	110 356,00 €
Montant de la TVA	1 503,00 €
Prix de revient TTC	111 859,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 006,80 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 020 / D1

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS**  
**SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX**

**Numéro d'opération :**  
2019130550242

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500179

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13204 Marseille - 4e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Pardigon - Lot 45  
SA 223  
31 boulevard Pardigon  
13004 Marseille - 4e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JANV. 2020



# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 630,00	16,65%
Autres	13 200,00	11,89%
Conseil Régional	5 000,00	4,47%
Subvention EPCI	17 000,00	15,20%
Ville de Marseille	5 000,00	4,47%
Subvention Autres	11 186,00	10,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>70 016,00</b>	<b>62,59%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	41 843,00	37,41%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>41 843,00</b>	<b>37,41%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>111 859,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>111 859,00</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés 111 859,00 €

Nombre de logements PLAI adaptés 1  
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)

Nombre de logements PLAI 1

Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés 18 630,00 €

Calcul réalisé sur la base suivante:

Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté 18 630,00 €

20 / 021 / D1

## DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550240

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20191305500186

### Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

### Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

### Exercice

2019

**Opération :**  
Saint Yves - Lots 1129 et 1114  
SA 224  
Résidence Saint Yves  
34 chemin de Gibbes  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 26 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020







# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	26 400,00	12,20%
PLAI adapté	37 260,00	17,21%
Subvention Département	21 647,00	10,00%
Conseil Régional	10 000,00	4,62%
Subvention EPCI	32 000,00	14,78%
Ville de Marseille	10 000,00	4,62%
Subvention Autres	10 824,00	5,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>148 131,00</b>	<b>68,43%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	68 344,00	31,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>68 344,00</b>	<b>31,57%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>216 475,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>216 475,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 226 123,14 €

Aide : <b>PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	135,25 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>2</b>	<b>135,25 m²</b>
Assiette *	:	226 123,14 €
Taux de subvention	:	11,68 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>26 400,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	135,25 m²
Assiette : 226 123,14 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>26 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	11,68 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 26 400,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	156 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	39 290,91 €
Décision No : 20191305500186	Page : 4/5

Prestations intellectuelles et frais	16 655,00 €
Prix de revient H.T.	212 545,91 €
Montant de la TVA	3 929,09 €
Prix de revient TTC	216 475,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	1 600,55 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 022 / D 1

20191305500185

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS**  
**SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS**  
**SOCIAUX**

**Numéro d'opération :**  
2019130550240

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500185

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** Saint Yves - Lots 1129 et 1114  
SA 224  
Résidence Saint Yves  
34 chemin de Gibbes  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

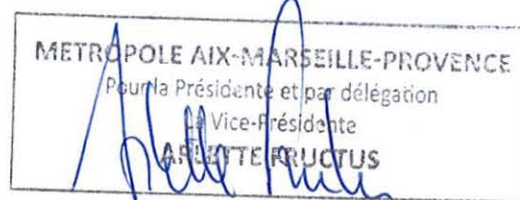
**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

**Aide : PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	37 260,00	17,21%
Autres	26 400,00	12,20%
Subvention Département	21 647,00	10,00%
Conseil Régional	10 000,00	4,62%
Subvention EPCI	32 000,00	14,78%
Ville de Marseille	10 000,00	4,62%
Subvention Autres	10 824,00	5,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>148 131,00</b>	<b>68,43%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	68 344,00	31,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>68 344,00</b>	<b>31,57%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>216 475,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>216 475,00</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	216 475,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	2
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €

20 / 0 2 3 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550100

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

788058030

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500163

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13206 Marseille - 6e arrondissement

**Nature des logements**

Pensions de famille (Maisons relais)

**Type de bénéficiaire**

Publics maison relais ou res. d'accueil

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** PF MARSEILLE rue Dragon  
Création d'une pension de famille de 28 logements  
12 rue dragon  
13006 Marseille - 6e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 28 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 28 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 28 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 274 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	274 400,00	19,13%
Subvention EPCI	84 000,00	5,85%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>358 400,00</b>	<b>24,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	932 884,00	65,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>932 884,00</b>	<b>65,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	143 476,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>143 476,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 434 760,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 434 760,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 111 401,88 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

28

610,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

28

610,80 m²

Assiette \* : 2 111 401,88 €

Taux de subvention : 13,00 %

SUBVENTION : 274 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 28

Surface utile : 610,80 m²

Assiette : 2 111 401,88 €

**SUBVENTION : 274 400,00 €**

Taux moyen de subvention : 13,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 274 400,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 1 033 260,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 334 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais 67 500,00 €

Prix de revient H.T. 1 434 760,00 €

Montant de la TVA

Prix de revient TTC 1 434 760,00 €

Décision No : 20191305500163

Page : 3/4



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034  
05.10.41  
01.7344

20 / 024 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550241

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

#### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

#### N° de décision

20191305500182

#### Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

#### Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

#### Nature des logements

Logements ordinaires

#### Type de bénéficiaire

Ménages

#### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

#### Exercice

2019

**Opération :**  
Saint Yves - lots 1126 et 1019  
sa 225  
Résidence Saint Yves  
32 et 38 chemin de Gibbes  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 26 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	26 400,00	12,55%
PLAI adapté	37 260,00	17,71%
Subvention Département	21 037,00	10,00%
Conseil Régional	10 000,00	4,75%
Subvention EPCI	32 000,00	15,21%
Ville de Marseille	10 000,00	4,75%
Subvention Autres	10 518,00	5,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>147 215,00</b>	<b>69,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	63 154,00	30,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>63 154,00</b>	<b>30,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>210 369,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>210 369,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 228 613,41 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

137,18 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

2

137,18 m²

Assiette \* : 228 613,41 €

Taux de subvention : 11,55 %

SUBVENTION : 26 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2 Surface utile : 137,18 m²

Assiette : 228 613,41 € SUBVENTION : 26 400,00 €

Taux moyen de subvention : 11,55 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 26 400,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 152 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 38 145,44 €

Décision No : 20191305500182

Page : 4/5

Prestations intellectuelles et frais	16 409,00 €
Prix de revient H.T.	206 554,44 €
Montant de la TVA	3 814,56 €
Prix de revient TTC	210 369,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	1 533,53 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 025 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

### SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

**Numéro d'opération :**

2019130550241

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

751956624

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500181

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** Saint Yves - lots 1126 et 1019  
sa 225  
Résidence Saint Yves  
32 et 38 chemin de Gibbes  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV.T 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

**Aide : PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	37 260,00	17,71%
Autres	26 400,00	12,55%
Subvention Département	21 037,00	10,00%
Conseil Régional	10 000,00	4,75%
Subvention EPCI	32 000,00	15,21%
Ville de Marseille	10 000,00	4,75%
Subvention Autres	10 518,00	5,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>147 215,00</b>	<b>69,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	63 154,00	30,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>63 154,00</b>	<b>30,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>210 369,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>210 369,00</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	210 369,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	2
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €

20 / 026 / D3

**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2014130550096

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500191

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13202 Marseille - 2e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>	23/12/2014	10PLS/Quartier du Panier/ 13002/NLP	
<b>N° de la décision favorable</b>	20141305500239	Rue du Poirier	
<b>Exercice</b>	2014	7-9 Montée saint Esprit	
		13002 Marseille	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de CDG Habitat Social en date du 18/11/2019, concernant la demande d'annulation de la décision 20141305500239 suite à la non réalisation des travaux,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n°SIREN : 552046484).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 085 204,00 €  
dont 1 085 204,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 10 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 2e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
La Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS



20 / 027 / D3

20191305500169  
2019130550217

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550217

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500169

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13091 Saint-Cannat

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** Les Ferrages / Hectare PLS  
allée des sources - Quartier Ferrages  
13760 Saint-Cannat

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

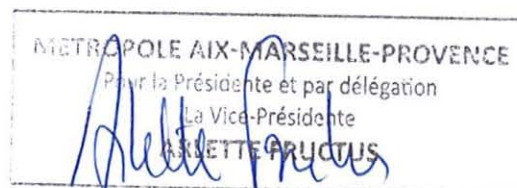
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	14 510,00	3,36%	
<b>Sous-total Subventions</b>	14 510,00	3,36%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	102 613,00	23,73%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	117 944,00	27,27%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	220 557,00	51,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	197 398,00	45,64%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	197 398,00	45,64%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	432 465,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	432 465,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

197,42 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

197,42 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

197,42 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

**0,00 %**

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	117 583,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	268 429,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 793,00 €
Prix de revient H.T.	392 805,00 €
Montant de la TVA	39 660,00 €
Prix de revient TTC	432 465,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 190,58 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34  
05 10 41  
01 7 34

20 / 028 / 03

## DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550216

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20191305500168

### Nature de l'opération

Neuf

### Commune (Insee)

13091 Saint-Cannat

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

### Exercice

2019

**Opération :** Les Ferrages / Hectare  
allée des sources - Quartier Ferrages  
13760 Saint-Cannat



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

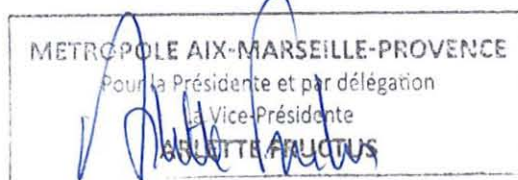
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLUS
  - 6 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	6,61%
Subvention EPCI	81 372,00	9,15%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>140 172,00</b>	<b>15,76%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	242 593,00	27,28%
Prêt CDC logement	317 298,00	35,68%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>559 891,00</b>	<b>62,96%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	189 250,00	21,28%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>189 250,00</b>	<b>21,28%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>889 313,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	102 265,00	6,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>102 265,00</b>	<b>6,76%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	412 637,00	27,28%
Prêt CDC logement	675 617,00	44,67%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 088 254,00</b>	<b>71,95%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	321 903,00	21,28%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>321 903,00</b>	<b>21,28%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 512 422,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	2,45%
Subvention EPCI	183 637,00	7,65%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>242 437,00</b>	<b>10,09%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	992 915,00	41,34%
Prêt CDC foncier	655 230,00	27,28%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 648 145,00</b>	<b>68,62%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	511 153,00	21,28%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>511 153,00</b>	<b>21,28%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 401 735,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 401 735,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 813 390,99 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	695,66 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	695,66 m²
Assiette *	:	1 120 161,59 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	430,52 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	430,52 m²
Assiette *	:	693 229,40 €
Taux de subvention	:	8,48 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 126,18 m²
Assiette : 1 813 390,99 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,24 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	653 227,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 491 243,00 €
Prestations intellectuelles et frais	36 936,00 €
Prix de revient H.T.	2 181 406,00 €
Montant de la TVA	220 329,00 €
Prix de revient TTC	2 401 735,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 132,64 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/029/D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550261

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

#### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

#### N° de décision

20191305500162

#### Nature de l'opération

Neuf

#### Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

#### Nature des logements

Logements ordinaires

#### Type de bénéficiaire

Ménages

#### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

#### Exercice

2019

**Opération :** MARSEILLE 15 - UDAF LES BOURRELY  
105 CHEMIN DES BOURRELY  
13015 Marseille - 15e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV n° 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 2 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	2,91%
PLAI adapté	37 260,00	5,53%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>56 860,00</b>	<b>8,44%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	586 517,00	87,10%
Prêts Autres	30 000,00	4,46%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>616 517,00</b>	<b>91,56%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>673 377,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>673 377,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 476 744,75 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	316,50 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>2</b>	<b>316,50 m²</b>
Assiette *	:	476 744,75 €
Taux de subvention	:	4,11 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>19 600,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	316,50 m²
Assiette : 476 744,75 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>19 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,11 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 19 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	30 734,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	507 699,00 €
Prestations intellectuelles et frais	101 129,00 €
Prix de revient H.T.	639 562,00 €
Montant de la TVA	33 815,00 €
Prix de revient TTC	673 377,00 €

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034  
05.10.41  
01.7344



20 / 030 / D1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

**Numéro d'opération :**  
2019130550261

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20191305500161

### Nature de l'opération

Neuf

### Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

### Exercice

2019

**Opération :** MARSEILLE 15 - UDAF LES BOURRELY  
105 CHEMIN DES BOURRELY  
13015 Marseille - 15e arrondissement



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

10 JAN. 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
La Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS

# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	37 260,00	5,53%
Subvention Autres	19 600,00	2,91%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>56 860,00</b>	<b>8,44%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	586 517,00	87,10%
Prêts Autres	30 000,00	4,46%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>616 517,00</b>	<b>91,56%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>673 377,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>673 377,00</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	673 377,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	2
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €



20 / 031 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550187

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
72 AV DE TOULON  
  
13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500167  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13056 Martigues

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** MARTIGUES-NTRE DAME-PLS  
BOULEVARD NOTRE DAME  
13500 Martigues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe II,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DÉVT 002\*6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	231 994,00	24,90%	1,35%
CDC foncier PLS	320 882,00	34,43%	1,35%
1%.	54 000,00	5,79%	
<b>Sous-total Prêts</b>	606 876,00	65,12%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	325 001,00	34,88%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	325 001,00	34,88%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	931 877,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	931 877,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

393,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

393,70 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

393,70 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

294 994,70 €

Coût du bâtiment ou des travaux

548 396,30 €

Prestations intellectuelles et frais

5 272,00 €

Prix de revient H.T.

848 663,00 €

Montant de la TVA

83 214,00 €

Prix de revient TTC

931 877,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 366,97 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034  
05 10 41  
01 7344

20 / 032 / D 1

# DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550025

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500165

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13056 Martigues

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "I23" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MARTIGUES - NTRÉ DAME-PLUS PLA  
BOULEVARD NOTRE DAME  
13500 Martigues



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-600719/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

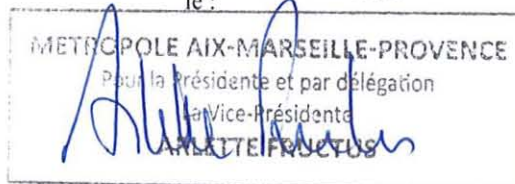
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 086 873,00	59,87%
Prêt CDC foncier	735 658,00	34,42%
1%.	253 897,00	11,88%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 076 428,00	97,19%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	59 999,00	2,81%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	59 999,00	2,81%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 136 427,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	5,84%
<b>Sous-total Subventions</b>	68 600,00	5,84%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	552 899,00	47,10%
Prêt CDC foncier	404 180,00	34,43%
1%.	148 103,00	12,62%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 105 182,00	94,16%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	0,00	0,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 173 782,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	2,07%
<b>Sous-total Subventions</b>	68 600,00	2,07%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 639 772,00	49,54%
Prêt CDC foncier	1 139 838,00	34,43%
1%.	402 000,00	12,14%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 181 610,00	96,12%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	59 999,00	1,81%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	59 999,00	1,81%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 310 209,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 310 209,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 575 063,18 €

<b>Aide : PLUS</b>		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Individuel »	11	902,50 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	11	902,50 m²
Assiette *	:	1 661 895,39 €
Taux de subvention	:	0,00 %
<b>SUBVENTION</b>	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Individuel »	7	495,90 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	7	495,90 m²
Assiette *	:	913 167,79 €
Taux de subvention	:	7,51 %
<b>SUBVENTION</b>	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 398,40 m²
Assiette : 2 575 063,18 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,66 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 68 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 047 878,65 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 948 011,35 €
Prestations intellectuelles et frais	18 728,00 €
Prix de revient H.T.	3 014 618,00 €
Montant de la TVA	295 591,00 €
Prix de revient TTC	3 310 209,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 367,14 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 033 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550249

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

552046484

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500166

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13202 Marseille - 2e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** PANIER\_Poirier, Accoules, St Esprit  
opération PLUS PLAI financés par l'ANRU  
rue du Poirier Accoules st esprit  
13002 Marseille - 2e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002:6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	152 924,00	6,88%	1,86%
Autres	980 961,00	44,12%	1,86%
Prêts Autres	120 000,00	5,40%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 253 885,00	56,40%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	969 419,00	43,60%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	969 419,00	43,60%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 223 304,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 223 304,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

516,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

10

516,80 m²

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile :

516,80 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	195 233,56 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 612 649,61 €
Prestations intellectuelles et frais	84 886,80 €
Prix de revient H.T.	1 892 769,97 €
Montant de la TVA	330 534,03 €
Prix de revient TTC	2 223 304,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	4 302,06 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39  
00 10 41  
01 10 41

20 / 034 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550157

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

434071494

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500183

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** EXCELLENCE MEJANES 11 logts PLUS  
26 logements ULS  
1 boulevard Ferdinand de Lesseps  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe II,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

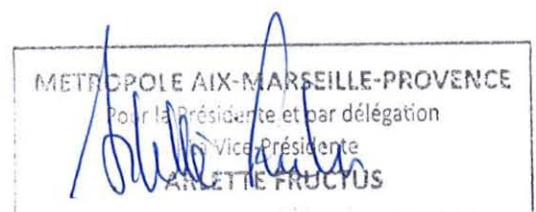
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	577 818,00	51,00%
Autres	370 449,00	32,70%
<b>Sous-total Prêts</b>	948 267,00	83,70%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	184 709,00	16,30%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	184 709,00	16,30%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 132 976,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 132 976,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 579 725,54 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

11

857,33 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

11

857,33 m²

Assiette \* : 1 579 725,54 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile : 857,33 m²

Assiette : 1 579 725,54 €

**SUBVENTION : 0,00 €**

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 360 492,36 €

Coût du bâtiment ou des travaux 669 485,82 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T. 1 029 978,18 €

Montant de la TVA 102 997,82 €

Prix de revient TTC 1 132 976,00 €

Décision No : 20191305500183

Page : 3/4

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34  
05 10 41  
01 7 34



20 / 035 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2018130550226

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

434071494

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500184

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13001 Aix-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** EXCELLENCE Méjanes 15 logts PLS  
26 logements en ULS  
1 boulevard Ferdinand de Lesseps  
13100 Aix-en-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

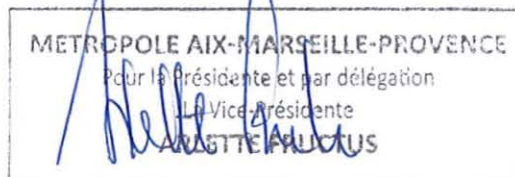
Vu la délibération DEVT.002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	629 101,00	51,00%	1,86%
Prêts Autres	505 158,00	40,95%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 134 259,00	91,95%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	99 272,00	8,05%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	99 272,00	8,05%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 233 531,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 233 531,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	933,39 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>15</b>	<b>933,39 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	933,39 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	392 487,14 €
Coût du bâtiment ou des travaux	728 904,68 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de revient H.T.	1 121 391,82 €
Montant de la TVA	112 139,18 €
Prix de revient TTC	1 233 531,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 321,56 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34  
05 10 41  
01 13 14

20 / 036 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550076

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500195  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13075 Plan-de-Cuques

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** PLAN DE CUQUES\_ESPRIT BOCAGE  
AV GEORGES POMPIDOU  
13380 Plan-de-Cuques

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	50 000,00	4,23%
Subvention Commune	90 000,00	7,61%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>140 000,00</b>	<b>11,84%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	359 501,00	30,41%
Prêt CDC logement	201 113,00	17,01%
Prêts Autres	150 000,00	12,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>710 614,00</b>	<b>60,10%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	331 715,00	28,06%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>331 715,00</b>	<b>28,06%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 182 329,00</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	7,69%
Subvention EPCI	28 000,00	5,49%
Subvention Commune	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>67 200,00</b>	<b>13,18%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	160 180,00	31,43%
Prêt CDC logement	89 608,00	17,58%
Prêts Autres	60 000,00	11,77%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>309 788,00</b>	<b>60,78%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	132 686,00	26,03%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>132 686,00</b>	<b>26,03%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>509 674,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	90 000,00	5,32%
Subvention Etat	39 200,00	2,32%
Subvention EPCI	78 000,00	4,61%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>207 200,00</b>	<b>12,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	290 721,00	17,18%
Prêt CDC foncier	519 681,00	30,71%
Prêts Autres	210 000,00	12,41%

Sous-total Prêts	1 020 402,00	60,31%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	464 401,00	27,45%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	464 401,00	27,45%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 692 003,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 692 003,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 174 612,58 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	453,99 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	453,99 m²
Assiette *	:	812 553,13 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	202,29 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	202,29 m²
Assiette *	:	362 059,45 €
Taux de subvention	:	10,83 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	656,28 m²
Assiette : 1 174 612,58 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>39 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,34 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 39 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	539 264,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	770 378,00 €
Prestations intellectuelles et frais	231 113,00 €
Prix de revient H.T.	1 540 755,00 €
Montant de la TVA	151 248,00 €
Prix de revient TTC	1 692 003,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 578,17 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 037 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550231

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
823375639

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CAP'Solidarité

35 TER av pierre grenier

92100 Boulogne-Billancourt

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500174

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13087 Rousset

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Personnes handicapées

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Villa Sebiki  
habitat inclusif + déroge ASV  
10 avenue de la Poste  
13790 Rousset

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CAP'Solidarité (n° SIREN : 823375639).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Agricole

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** La présente décision vaut autorisation spécifique mentionnée aux articles L.441-2 et R.331-6 du code de la construction et de l'habitation, permettant à la commission d'attribution d'attribuer en priorité 2 logement(s) de l'opération à des personnes en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap réparti(s) de la manière suivante :

- 2 logement(s) PLS

**ARTICLE 8.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020

MÉTROPOLITAIN D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
pour la présidence et par délégation  
Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	24 500,00	2,20%	
<b>Sous-total Subventions</b>	24 500,00	2,20%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Crédit Agricole - PLS (ou PLI ou PSLA)	579 655,00	52,00%	
Prêts Autres	176 150,00	15,80%	
<b>Sous-total Prêts</b>	755 805,00	67,80%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	334 416,00	30,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	334 416,00	30,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 114 721,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 114 721,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

350,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

350,00 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

350,00 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	304 015,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	506 691,00 €
Prestations intellectuelles et frais	202 677,00 €
Prix de revient H.T.	1 013 383,00 €
Montant de la TVA	101 338,00 €
Prix de revient TTC	1 114 721,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 184,92 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 038 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550268

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
637381013

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

OUEST PROVENCE HABITAT

Parc de Trigance IV  
1 all de la passe pierre  
SAN Ouest Provence

13800 Istres

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500157

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13051 Lançon-Provence

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** LE PATIO DE PIERRE\_PLS  
allée Francisco Caravaca  
13680 Lançon-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLS

au bénéficiaire désigné : OUEST PROVENCE HABITAT (n° SIREN : 637381013).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

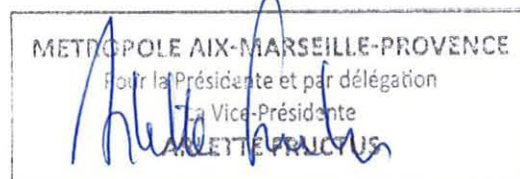
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	1 039 395,00	28,28%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	834 918,00	22,72%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	580 811,00	15,80%	1,86%
Prêts Autres	540 000,00	14,69%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 995 124,00	81,50%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	680 000,00	18,50%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	680 000,00	18,50%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 675 124,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 675 124,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

22

1 609,20 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

22

1 609,20 m²

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22

Surface utile :

1 609,20 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 002 306,65 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 338 715,17 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T.

3 341 021,82 €

Montant de la TVA

334 102,18 €

Prix de revient TTC

3 675 124,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 283,82 €/m²

Décision No : 20191305500157

Page : 3/4

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019  
05 10 2019  
01 07 2019



20 / 039 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550201

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

637381013

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

OUEST PROVENCE HABITAT

Parc de Trigance IV

1 all de la passe pierre

SAN Ouest Provence

13800 Istres

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500156

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13051 Lançon-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :**

LE PATIO DE PIERRE

allée Francisco Caravaca

13680 Lançon-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III;

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 14 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : OUEST PROVENCE HABITAT (n° SIREN : 637381013).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	459 545,70	28,28%
Prêt CDC logement	1 165 330,30	71,72%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 624 876,00	100,00%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 624 876,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 624 876,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 221 870,74 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

14

727,95 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

14

727,95 m²

Assiette \* : 1 221 870,74 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Surface utile :

727,95 m²

Assiette : 1 221 870,74 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 443 148,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 1 034 012,00 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T. 1 477 160,00 €

Montant de la TVA 147 716,00 €

Prix de revient TTC 1 624 876,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU) 2 232,13 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39  
05 10 41  
01 73 49



20/040/DJ

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550045

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500133

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**  
Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**  
Ménages

**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** CHATEAUNEUF LES MARTIGUES - MAS BLANC  
15 BD CHATEAU MOUSTIER  
13220 Châteauneuf-les-Martigues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	40 800,00	4,92%
<b>Sous-total Subventions</b>	40 800,00	4,92%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	277 650,00	33,48%
Prêt CDC logement	77 496,00	9,34%
1%.	207 000,00	24,96%
Prêts Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	562 146,00	67,78%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	226 419,00	27,30%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	226 419,00	27,30%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	829 365,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	6,45%
Subvention EPCI	27 200,00	4,48%
<b>Sous-total Subventions</b>	66 400,00	10,93%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	187 719,00	30,90%
Prêt CDC logement	52 395,00	8,63%
1%.	0,00	0,00%
Prêts Autres	150 000,00	24,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	390 114,00	64,22%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	150 946,00	24,85%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	150 946,00	24,85%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	607 460,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	2,73%
Subvention EPCI	68 000,00	4,73%
<b>Sous-total Subventions</b>	107 200,00	7,46%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	129 891,00	9,04%
Prêt CDC foncier	465 369,00	32,39%
Prêts Autres	150 000,00	10,44%
1%.	207 000,00	14,41%

Sous-total Prêts	952 260,00	66,28%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	377 365,00	26,26%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	377 365,00	26,26%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 436 825,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 436 825,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 962 938,95 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	354,11 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	354,11 m²
Assiette *	:	574 515,28 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	239,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	239,41 m²
Assiette *	:	388 423,67 €
Taux de subvention	:	10,09 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

<b>TOTAL DE LA DECISION</b>	Nombre de logements : 10	Surface utile :	593,52 m²
	Assiette : 962 938,95 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>39 200,00 €</b>
		Taux moyen de subvention :	4,07 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

<b>TOTAL GENERAL DE LA DECISION</b>	<b>SUBVENTION</b> :	<b>39 200,00 €</b>
-------------------------------------	---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	457 823,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	654 033,00 €
Prestations intellectuelles et frais	196 210,00 €
Prix de revient H.T.	1 308 066,00 €
Montant de la TVA	128 759,00 €
Prix de revient TTC	1 436 825,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 420,85 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 041 / D1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550260

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500131

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** CHATEAUNEUF LES MARTIGUES - MAS BLANC\_PLS

15 BD CHATEAU MOUSTIER

13220 Châteauneuf-les-Martigues

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe II,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	125 697,00	32,85%	1,36%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	76 522,00	20,00%	1,36%
Prêts Autres	45 000,00	11,76%	
1%.	51 000,00	13,33%	
<b>Sous-total Prêts</b>	298 219,00	77,94%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	84 391,00	22,06%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	84 391,00	22,06%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	382 610,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	382 610,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	157,08 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>3</b>	<b>157,08 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	157,08 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	122 182,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	174 546,00 €
Prestations intellectuelles et frais	52 364,00 €
Prix de revient H.T.	349 092,00 €
Montant de la TVA	33 518,00 €
Prix de revient TTC	382 610,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 435,77 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019  
05 10 2019  
01 03 2020

20 / 042 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550200

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
339804858

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500080

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13106 Septèmes-les-Vallons

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Le Rubys  
84 avenue du 8 mai 1945  
13240 Septèmes-les-Vallons

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

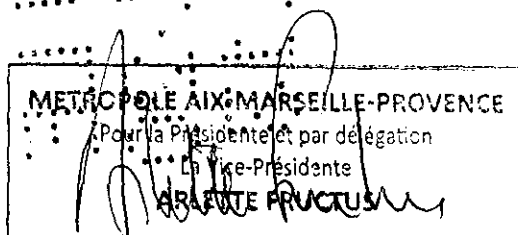
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
PLAI adapté	0,00	0,00%
Subvention EPCI	9 000,00	2,05%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>9 000,00</b>	<b>2,05%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	137 331,00	31,28%
Prêt CDC logement	183 062,00	41,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>320 393,00</b>	<b>72,97%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	109 685,00	24,98%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>109 685,00</b>	<b>24,98%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>439 078,00</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	6,89%
PLAI adapté	37 260,00	5,24%
Subvention EPCI	45 000,00	6,32%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>131 260,00</b>	<b>18,45%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	216 301,00	30,40%
Prêt CDC logement	191 242,00	26,88%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>407 543,00</b>	<b>57,27%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	172 756,00	24,28%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>172 756,00</b>	<b>24,28%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>711 559,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
PLAI adapté	37 260,00	3,24%
Subvention Etat	49 000,00	4,26%
Subvention EPCI	54 000,00	4,69%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>140 260,00</b>	<b>12,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	374 304,00	32,53%
Prêt CDC foncier	353 632,00	30,73%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>727 936,00</b>	<b>63,26%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	282 441,00	24,55%

<b>Sous-total Fonds Propres</b>	282 441,00	24,55%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 150 637,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 150 637,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 857 011,21 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	3	187,47 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>3</b>	<b>187,47 m²</b>
Assiette *	:	332 816,61 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	5	295,27 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>5</b>	<b>295,27 m²</b>
Assiette *	:	524 194,60 €
Taux de subvention	:	9,35 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	482,74 m²
Assiette : 857 011,21 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,72 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b>	<b>:</b>	<b>49 000,00 €</b>
-------------------	----------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	356 989,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	662 980,50 €
Prestations intellectuelles et frais	30 000,00 €
Prix de revient H.T.	1 049 970,00 €
Montant de la TVA	100 667,00 €
Prix de revient TTC	1 150 637,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 383,55 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 0 4 3 / D

## DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

### SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

**Numéro d'opération :**

2019130550200

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

339804858

**Famille d'organisme**

Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500079

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13106 Septèmes-les-Vallons

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

Le Rubys

84 avenue du 8 mai 1945

13240 Septèmes-les-Vallons

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

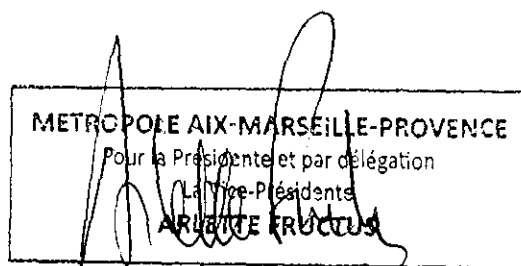
**ARTICLE 2.** Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



A large, handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'C' or similar character.



# **ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

## **A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	37 260,00	16,19%
Autres	19 600,00	8,52%
Subvention EPCI	30 000,00	13,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>86 860,00</b>	<b>37,74%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	43 260,20	18,80%
Prêt CDC logement	38 248,40	16,62%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>81 508,60</b>	<b>35,42%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	61 758,80	26,84%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>61 758,80</b>	<b>26,84%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>230 127,40</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>230 127,40</b>	

## **B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	230 127,40 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	5
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €



20 / 0 4 4 / 0

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**

2019130550081

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500085

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13114 Ventabren

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** HORIZON NATUREL - GREEN ET SENS

ZAC de l'Héritière

ZAC DE L'HERITIERE

Lieu-dit Roquetaillant

13122 Ventabren

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 17 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 17 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

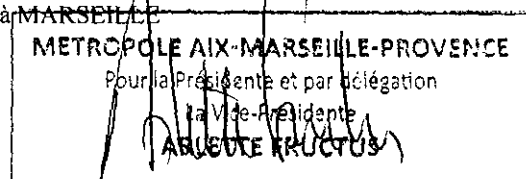
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 10 JAN. 2020

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	72 000,00	4,13%
Subvention EPCI	111 094,00	6,38%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>183 094,00</b>	<b>10,51%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	448 403,00	25,74%
Prêt CDC logement	292 040,00	16,76%
Prêts Autres	180 000,00	10,33%
Autres	240 000,00	13,78%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 160 443,00</b>	<b>66,61%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	398 484,00	22,87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>398 484,00</b>	<b>22,87%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 742 021,00</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	49 000,00	7,57%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	57 814,00	8,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>106 814,00</b>	<b>16,50%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	181 496,00	28,03%
Prêt CDC logement	118 206,00	18,25%
Prêts Autres	75 000,00	11,58%
Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>374 702,00</b>	<b>57,86%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	166 036,00	25,64%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>166 036,00</b>	<b>25,64%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>647 552,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	72 000,00	3,01%
Subvention Etat	49 000,00	2,05%
Subvention EPCI	168 908,00	7,07%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>289 908,00</b>	<b>12,13%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	410 246,00	17,17%

Prêt CDC foncier	629 899,00	26,36%
Prêts Autres	255 000,00	10,67%
Autres	240 000,00	10,04%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 535 145,00</b>	<b>64,24%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	564 520,00	23,62%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>564 520,00</b>	<b>23,62%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 389 573,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 389 573,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 639 323,89 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	721,39 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	721,39 m²
Assiette *	:	1 166 977,70 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	291,99 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	291,99 m²
Assiette *	:	472 346,19 €
Taux de subvention	:	10,37 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 17	Surface utile :	1 013,38 m²
Assiette : 1 639 323,89 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>49 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,99 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>49 000,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	652 459,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 196 174,00 €
Prestations intellectuelles et frais	326 229,00 €
Prix de revient H.T.	2 174 862,00 €
Montant de la TVA	214 711,00 €
Prix de revient TTC	2 389 573,00 €
Décision No : 20191305500085	Page : 4/5

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

Signature  
Date



20 / 045 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550191

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

#### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

#### N° de décision

20191305500118

#### Nature de l'opération

Neuf

#### Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

#### Nature des logements

Logements ordinaires

#### Type de bénéficiaire

Ménages

#### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

#### Exercice

2019

**Opération :** SEPTEMES LES VALLONS-ECRIN DU VALLON\_PLS  
traverse de l'ORTF  
13240 Septèmes-les-Vallons

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III.

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	224 937,00	34,31%	1,85%
Prêt CDC foncier	244 736,00	37,33%	1,86%
Prêts Autres	67 000,00	10,22%	
<b>Sous-total Prêts</b>	536 673,00	81,85%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	119 000,00	18,15%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	119 000,00	18,15%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	655 673,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	655 673,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

3

260,85 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

260,85 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

260,85 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

0,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	207 904,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	386 107,80 €
Prestations intellectuelles et frais	3 111,00 €
Prix de revient H.T.	597 123,00 €
Montant de la TVA	58 550,00 €
Prix de revient TTC	655 673,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 513,60 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034  
05.10.41  
01.7344



20 / 0 4 6 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550016

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500117

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13106 Septèmes-les-Vallons

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** SEPTEMES LES VALLONS-ECRIN DU VALLON  
traverse de l'ORTF  
13240 Septèmes-les-Vallons

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT-002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

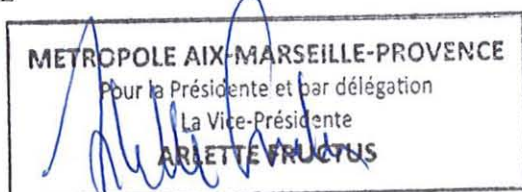
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	5,79%
Subvention EPCI	18 000,00	5,32%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>37 600,00</b>	<b>11,11%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	118 228,00	34,92%
Prêt CDC logement	172 693,00	51,01%
Prêts Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>290 921,00</b>	<b>85,94%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	10 000,00	2,95%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>10 000,00</b>	<b>2,95%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>338 521,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	307 583,00	34,07%
Prêt CDC logement	501 102,00	55,51%
Prêts Autres	94 000,00	10,41%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>902 685,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>902 685,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	1,58%
Subvention EPCI	18 000,00	1,45%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>37 600,00</b>	<b>3,03%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	673 795,00	54,29%
Prêt CDC foncier	425 811,00	34,31%
Prêts Autres	94 000,00	7,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 193 606,00</b>	<b>96,17%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	10 000,00	0,81%

Sous-total Fonds Propres	10 000,00	0,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 241 206,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 241 206,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 821 055,20 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	357,28 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS » 4 357,28 m²

Assiette *	:	593 086,68 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	137,33 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I » 2 137,33 m²

Assiette *	:	227 968,52 €
Taux de subvention	:	8,60 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	494,61 m²
Assiette : 821 055,20 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,39 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 19 600,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	393 568,35 €
Coût du bâtiment ou des travaux	730 912,65 €
Prestations intellectuelles et frais	5 889,00 €
Prix de revient H.T.	1 130 370,00 €
Montant de la TVA	110 836,00 €
Prix de revient TTC	1 241 206,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 509,46 €/m²

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 0 4 7 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550194

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe  
BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500188

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13113 Venelles

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Michelons-PLS  
avenue maurice plantier  
13770 Venelles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

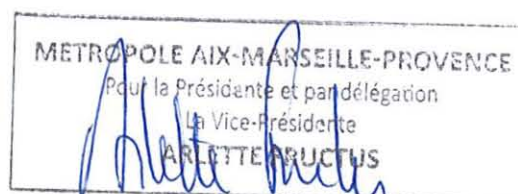
Vu la délibération DEVT 002-600719/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotité	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	246 169,00	17,50%	
Subvention EPCI	43 975,00	3,13%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>290 144,00</b>	<b>20,63%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	382 886,00	27,22%	1,86%
CDC foncier PLS	390 787,00	27,78%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>773 673,00</b>	<b>55,00%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	342 861,03	24,37%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>342 861,03</b>	<b>24,37%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 406 678,03</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 406 678,03</b>		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

614,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

10

614,55 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile :

614,55 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

**0,00 %**

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

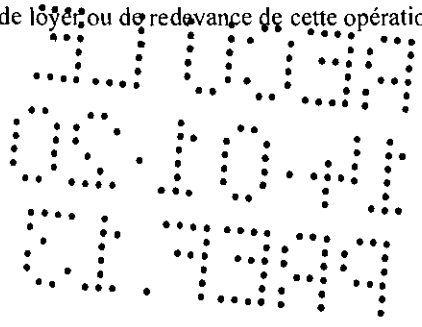
**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	447 579,37 €
Coût du bâtiment ou des travaux	703 339,02 €
Prestations intellectuelles et frais	127 879,82 €
Prix de revient H.T.	1 278 798,21 €
Montant de la TVA	127 879,82 €
Prix de revient TTC	1 406 678,03 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 288,96 €/m²
Décision No : 20191305500188	Page : 3/4

**C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20 / 048 / D



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

**Numéro d'opération :**

2019130550195

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782855696

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500187

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13113 Venelles

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

Michelons

avenue maurice plantier

13770 Venelles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 45 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 45 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS

- 23 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 225 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

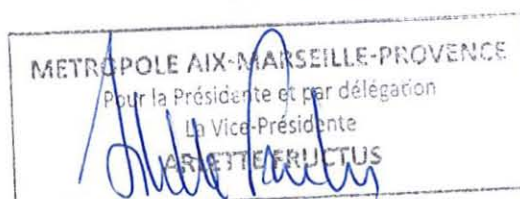
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	225 400,00	7,19%
Subvention EPCI	167 037,01	5,33%
Subvention Département	532 589,73	17,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>925 026,74</b>	<b>29,53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 226 938,00	39,16%
Prêt CDC foncier	773 700,00	24,70%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 000 638,00</b>	<b>63,86%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	207 208,33	6,61%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>207 208,33</b>	<b>6,61%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 132 873,07</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	292 222,99	9,12%
Subvention Département	576 108,27	17,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>868 331,26</b>	<b>27,11%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 294 053,00	40,41%
Prêt CDC foncier	816 022,00	25,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 110 075,00</b>	<b>65,89%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	224 139,56	7,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>224 139,56</b>	<b>7,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 202 545,82</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	1 108 698,00	17,50%
Subvention Etat	225 400,00	3,56%
Subvention EPCI	459 260,00	7,25%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 793 358,00</b>	<b>28,31%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 520 991,00	39,79%
Prêt CDC foncier	1 589 722,00	25,09%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 110 713,00</b>	<b>64,88%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	431 347,89	6,81%

Sous-total Fonds Propres	431 347,89	6,81%
Total du Financement (I + II + III)	6 335 418,89	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 335 418,89	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 424 870,54 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 417,02 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 417,02 m²
Assiette *	:	2 299 277,61 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 309,98 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	23	1 309,98 m²
Assiette *	:	2 125 592,93 €
Taux de subvention	:	10,60 %
SUBVENTION	:	225 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 45	Surface utile :	2 727,00 m²
Assiette : 4 424 870,54 €	SUBVENTION :	225 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,09 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	225 400,00 €
--------------	--------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 015 815,10 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 167 709,45 €
Prestations intellectuelles et frais	575 947,17 €
Prix de revient H.T.	5 759 471,72 €
Montant de la TVA	575 947,17 €
Prix de revient TTC	6 335 418,89 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 323,22 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## Décision n° 20/056/D

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de Marseille Habitat d'un immeuble situé au 195 Avenue de la Capelette 10ème arrondissement à Marseille cadastré 855 E 259 et 260 appartenant à la SCI AA3.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2<sup>ème</sup>, quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4<sup>ème</sup> quartiers Blancarde et Cinq Avenues, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 210 19 M0375 reçue en mairie de Marseille le 2 décembre 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées 855 E 259 et 260 sises au 195 Avenue de la Capelette Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à la SCI AA3 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, cette opération de renouvellement urbain traite notamment des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition des parcelles cadastrée 855 E 259 et 260 d'une contenance de 394m<sup>2</sup> située 195 Avenue de la Capelette Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à la SCI AA3.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 janvier 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/057/D

**ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement -  
Convention de participation constructeur passée avec Monsieur Antoine  
Ercolano, PC 013055 1900892P0**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que Monsieur Ercolano Antoine a déposé le 17 octobre 2019 une demande de permis de construire n° PC 013055 19 00892P0 pour réaliser 80m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination d'habitation supplémentaire et 82m<sup>2</sup> d'exploitation agricole supplémentaire ;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgEhb du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 13 320 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que la Métropole s'est substituée à la Communauté Urbaine Métropole Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière de Monsieur Antoine Ercolano au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 13 320 euros.

**Article 2 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

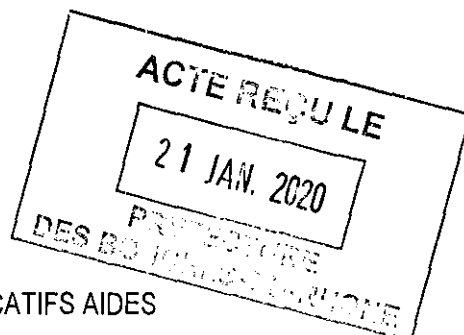
**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 janvier 2019

**Martine VASSAL**

20 / 062 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550131

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500209

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13002 Allauch

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** LES GONAGUES II - PLUS PLAI  
45 LOGEMENTS PLUS PLAI  
Chemin des Gonagues  
13950 Allauch

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

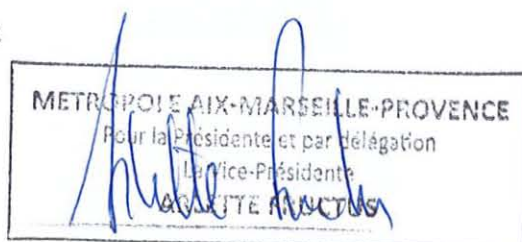
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 45 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 45 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 30 logements PLUS
  - 15 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

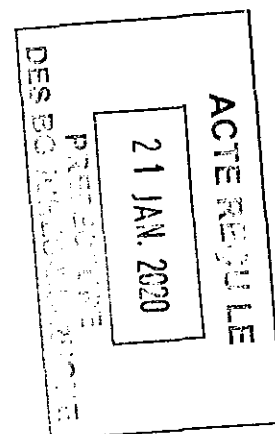
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	220 000,00	4,14%
<b>Sous-total Subventions</b>	220 000,00	4,14%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 274 626,00	23,97%
Prêt CDC logement	2 004 880,00	37,70%
Prêts Autres	450 000,00	8,46%
1%.	534 000,00	10,04%
<b>Sous-total Prêts</b>	4 263 506,00	80,17%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	834 570,00	15,69%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	834 570,00	15,69%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	5 318 076,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	147 000,00	5,92%
Subvention Commune	110 000,00	4,43%
<b>Sous-total Subventions</b>	257 000,00	10,34%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	595 511,00	23,97%
Prêt CDC logement	936 689,00	37,70%
Prêts Autres	225 000,00	9,06%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 757 200,00	70,72%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	470 428,00	18,93%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	470 428,00	18,93%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 484 628,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	330 000,00	4,23%
Subvention Etat	147 000,00	1,88%
<b>Sous-total Subventions</b>	477 000,00	6,11%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 941 569,00	37,70%
Prêt CDC foncier	1 870 137,00	23,97%
Prêts Autres	675 000,00	8,65%
1%.	534 000,00	6,84%



Sous-total Prêts	6 020 706,00	77,16%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 304 998,00	16,72%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 304 998,00	16,72%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 802 704,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>7 802 704,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 741 238,08 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	30	1 982,75 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>30</b>	<b>1 982,75 m²</b>
Assiette *	:	3 231 477,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	926,35 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>15</b>	<b>926,35 m²</b>
Assiette *	:	1 509 761,06 €
Taux de subvention	:	9,74 %
SUBVENTION	:	147 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 45	Surface utile :	2 909,10 m²
Assiette : 4 741 238,08 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>147 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,10 %

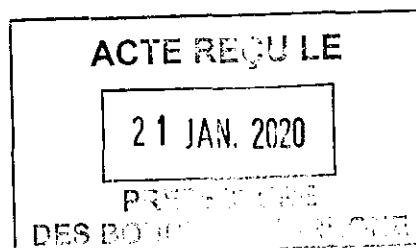
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 147 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 834 725,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 666 600,00 €
Prestations intellectuelles et frais	685 666,00 €
Prix de revient H.T.	7 186 991,00 €
Montant de la TVA	615 713,00 €
Prix de revient TTC	7 802 704,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 682,17 €/m²



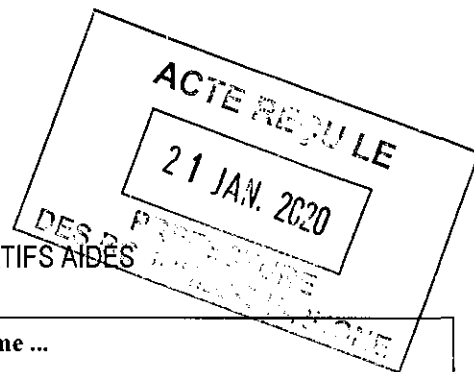
### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 0 6 3 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS



**Numéro d'opération :**  
2019130550130

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500210  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13002 Allauch

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** LES GONAGUES II - PLS  
Chemin des Gonagues  
13950 Allauch

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

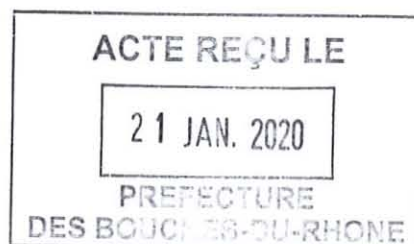
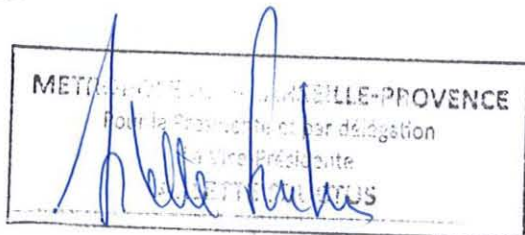
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	305 078,00	25,53%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	559 974,00	46,86%	1,86%
Prêts Autres	90 000,00	7,53%	
1%.	66 000,00	5,52%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 021 052,00	85,44%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	174 000,00	14,56%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	174 000,00	14,56%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 195 052,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 195 052,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	439,75 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>6</b>	<b>439,75 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	439,75 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

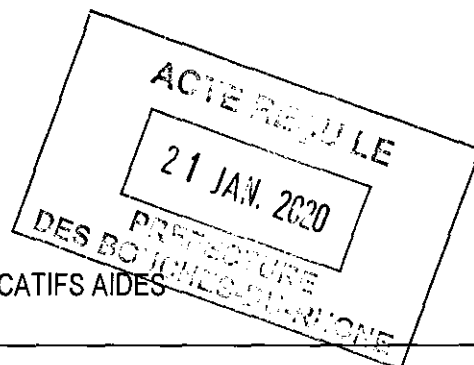
## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	277 344,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	705 419,00 €
Prestations intellectuelles et frais	103 648,00 €
Prix de revient H.T.	1 086 411,00 €
Montant de la TVA	108 641,00 €
Prix de revient TTC	1 195 052,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 717,57 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS



**Numéro d'opération :**  
2019130550166

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500204  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13021 Carry-le-Rouet

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** Marchandises\_Reganas  
Chemin des Marchandises  
13620 Carry-le-Rouet



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 44 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 44 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLUS

- 17 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 166 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

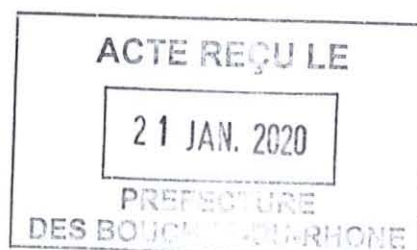
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

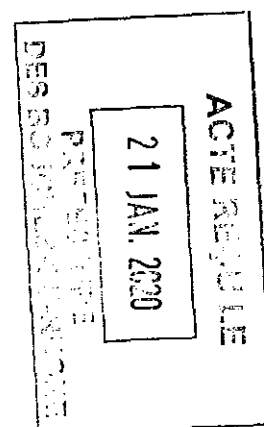
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	205 000,00	4,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	205 000,00	4,50%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 500 901,00	32,94%
Prêt CDC logement	1 946 270,00	42,72%
Prêts Autres	405 000,00	8,89%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 852 171,00	84,55%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	499 127,00	10,95%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	499 127,00	10,95%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 556 298,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	166 600,00	6,42%
Subvention EPCI	49 000,00	1,89%
<b>Sous-total Subventions</b>	215 600,00	8,31%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	854 525,00	32,94%
Prêt CDC logement	1 108 092,00	42,72%
Prêts Autres	255 000,00	9,83%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 217 617,00	85,49%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	160 872,00	6,20%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	160 872,00	6,20%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 594 089,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	166 600,00	2,33%
Subvention EPCI	254 000,00	3,55%
<b>Sous-total Subventions</b>	420 600,00	5,88%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 054 362,00	42,72%
Prêt CDC foncier	2 355 426,00	32,94%
Prêts Autres	660 000,00	9,23%
<b>Sous-total Prêts</b>	6 069 788,00	84,89%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	659 999,00	9,23%



Sous-total Fonds Propres	659 999,00	9,23%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 150 387,00</b>	<b>100,00%</b>
Coût de l'opération / dépassement	7 150 387,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 704 772,43 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 847,17 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	1 847,17 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	2 997 928,31 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 051,67 m <sup>2</sup>
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	17	1 051,67 m <sup>2</sup>
Assiette *	:	1 706 844,12 €
Taux de subvention	:	9,76 %
SUBVENTION	:	166 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 44	Surface utile :	2 898,84 m <sup>2</sup>
Assiette : 4 704 772,43 €	SUBVENTION :	166 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,54 %

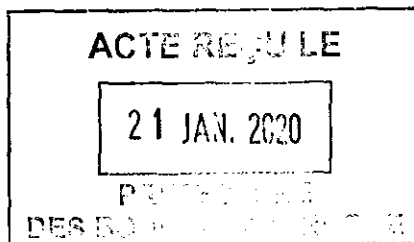
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	166 600,00 €
--------------	--------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 288 862,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 165 280,00 €
Prestations intellectuelles et frais	156 198,00 €
Prix de revient H.T.	6 610 340,00 €
Montant de la TVA	540 047,00 €
Prix de revient TTC	7 150 387,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 466,64 €/m <sup>2</sup>



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

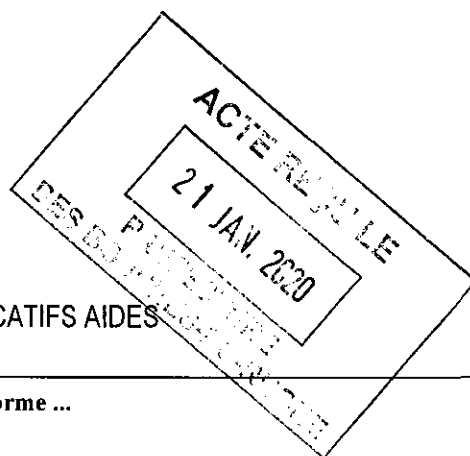




20 / 0 6 5 / D



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550167

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500207  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13021 Carry-le-Rouet

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** Marchandises - Reganas\_PLS  
Chemin des Marchandises  
13620 Carry-le-Rouet

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

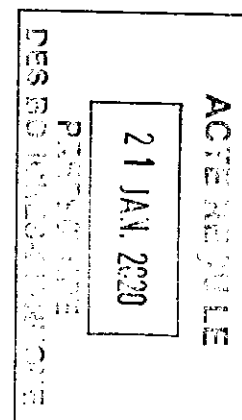


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	629 690,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	905 424,00	50,33%	1,86%
Prêts Autres	99 000,00	5,50%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 634 114,00	90,83%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	165 000,00	9,17%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	165 000,00	9,17%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 799 114,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 799 114,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	718,79 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>11</b>	<b>718,79 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	718,79 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	567 539,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 032 810,00 €
Prestations intellectuelles et frais	38 730,00 €
Prix de revient H.T.	1 639 079,00 €
Montant de la TVA	160 035,00 €
Prix de revient TTC	1 799 114,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 502,98 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 0 6 6 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550002

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

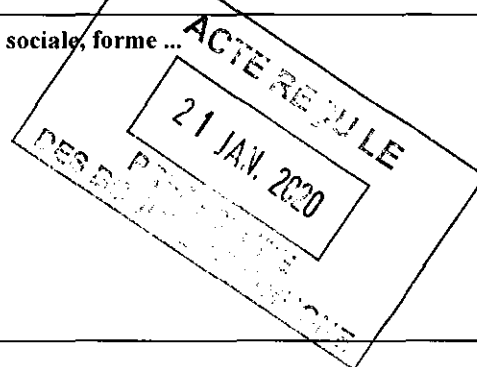
**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500201

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13042 Gémenos

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Chemin de la république- PLS  
21 r de le république  
13420 Gémenos

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

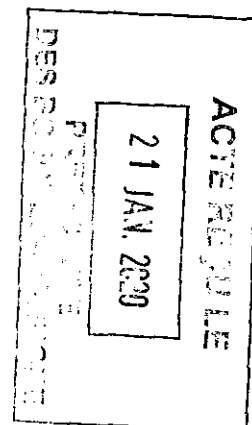


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	444 423,00	28,40%	
Ville	40 000,00	2,56%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>484 423,00</b>	<b>30,96%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	500 340,00	31,97%	1,86%
CDC foncier PLS	360 338,00	23,03%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>860 678,00</b>	<b>55,00%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	219 769,00	14,04%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>219 769,00</b>	<b>14,04%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 564 870,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 564 870,00</b>		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	461,40 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>6</b>	<b>461,40 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	461,40 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

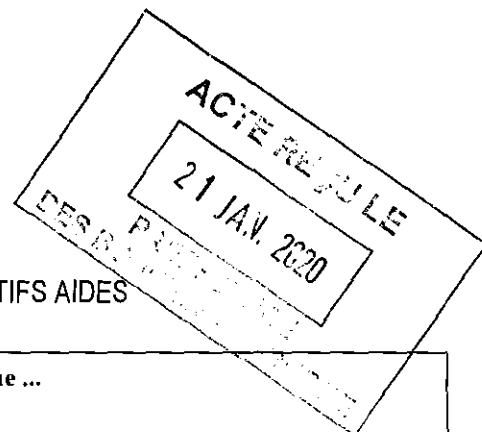
Charge foncière H.T.	503 520,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	756 651,00 €
Prestations intellectuelles et frais	191 507,00 €
Prix de revient H.T.	1 451 678,00 €
Montant de la TVA	113 192,00 €
Prix de revient TTC	1 564 870,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 391,57 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 067 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2017130550137

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe  
BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500200

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13042 Gémenos

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Chemin de la république  
21 r de la republique  
13002 Marseille

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

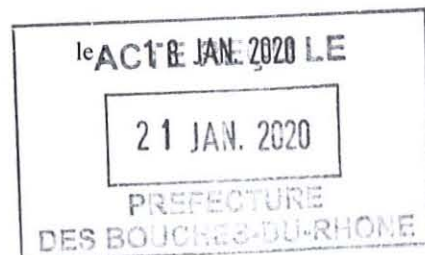
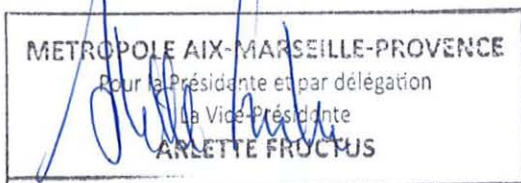
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

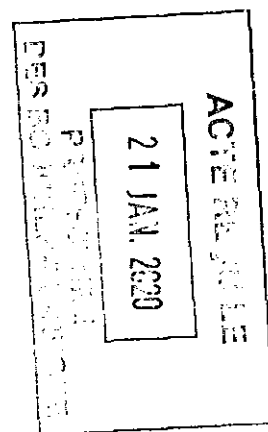
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	4,52%
Subvention EPCI	36 000,00	2,77%
Ville	0,00	0,00%
Subvention Département	369 517,54	28,39%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>464 317,54</b>	<b>35,67%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	460 971,00	35,41%
Prêt CDC foncier	280 449,00	21,54%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>741 420,00</b>	<b>56,95%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	96 030,47	7,38%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>96 030,47</b>	<b>7,38%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 301 768,01</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Ville	80 000,00	7,18%
Subvention Département	316 593,46	28,42%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>396 593,46</b>	<b>35,60%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	394 959,00	35,45%
Prêt CDC foncier	240 288,00	21,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>635 247,00</b>	<b>57,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	82 276,53	7,38%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>82 276,53</b>	<b>7,38%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 114 116,99</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	686 111,00	28,40%
Ville	80 000,00	3,31%
Subvention Etat	58 800,00	2,43%
Subvention EPCI	36 000,00	1,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>860 911,00</b>	<b>35,64%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	855 930,00	35,43%
Prêt CDC foncier	520 737,00	21,55%



Sous-total Prêts	1 376 667,00	56,98%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	178 307,00	7,38%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	178 307,00	7,38%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 415 885,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 415 885,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 051 932,53 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	336,25 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	336,25 m²
Assiette *	:	485 395,17 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	392,46 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	392,46 m²
Assiette *	:	566 537,36 €
Taux de subvention	:	10,38 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	728,71 m²
Assiette : 1 051 932,53 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,59 %

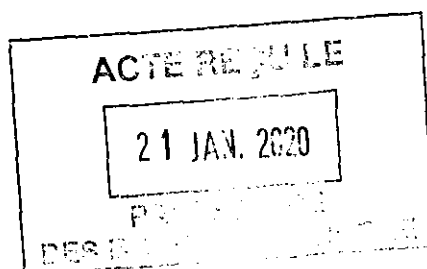
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	780 243,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 165 085,00 €
Prestations intellectuelles et frais	295 681,00 €
Prix de revient H.T.	2 241 009,00 €
Montant de la TVA	174 876,00 €
Prix de revient TTC	2 415 885,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 315,29 €/m²



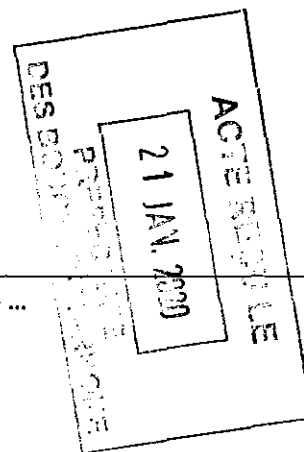
### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 0 6 8 / D \_

**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**



**Numéro d'opération :**  
2017130550160

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500205

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13080 Le Puy-Sainte-Réparate

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		N-LE PUY STE REPARADE-VEFA 15 PLS	
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500279			
<b>Exercice</b>			
2017x			
		13610 Le Puy-Sainte-Réparate	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de demande d'annulation adressé par Néolia (Groupe Action Logement) en date du 6/11/2019

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 148 522,00 €  
dont 1 148 522,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 15 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Le Puy-Sainte-Réparate.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

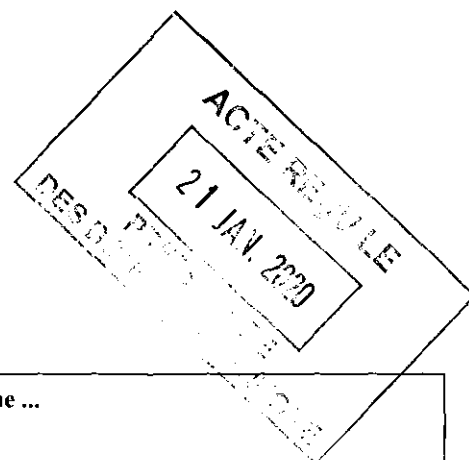
Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



20 / 0 6 9 / D -

**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**



**Numéro d'opération :**  
2017130550161

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500206

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		N-LE PUY STE REPARADE-VEFA 50 PLUS 27 PLAI	
22/12/2017			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500275			
<b>Exercice</b>			
2017x			
		13610 Le Puy-Sainte-Réparate	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de demande d'annulation adressé par Néolia (Groupe Action Logement) en date du 06/11/2019

**DECIDE :**

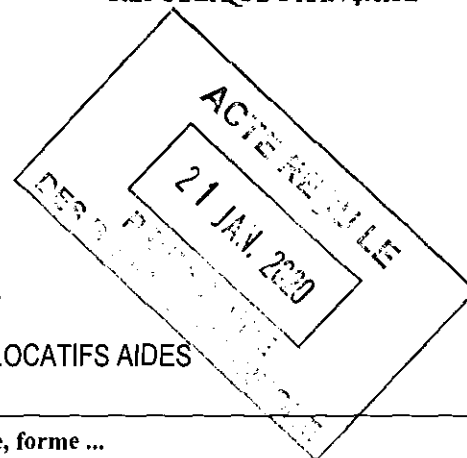
- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 7 454 476,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 264 600,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 77 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Le Puy-Sainte-Réparate.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



20 / 0 7 0 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550247

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
72 AV DE TOULON  
  
13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500203  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**  
2019

**Opération :** LE PUY STE REPARADE-BONNAUDS-PLUS PLA  
LES BONNAUDS  
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 74 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 74 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 47 logements PLUS

- 27 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 264 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

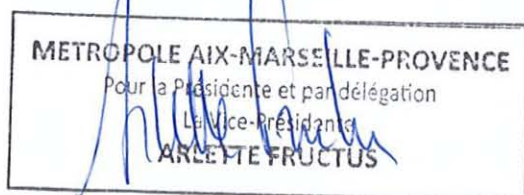
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	264 600,00	6,00%
Subvention EPCI	334 436,00	7,59%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>599 036,00</b>	<b>13,59%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 129 544,00	25,62%
Prêt CDC logement	1 909 801,00	43,32%
Prêts Autres	442 565,00	10,04%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 481 910,00</b>	<b>78,98%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	327 664,00	7,43%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>327 664,00</b>	<b>7,43%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 408 610,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	450 482,00	6,63%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>450 482,00</b>	<b>6,63%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 956 195,00	28,80%
Prêt CDC logement	3 044 165,00	44,82%
Prêts Autres	770 391,00	11,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>5 770 751,00</b>	<b>84,97%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	570 378,00	8,40%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>570 378,00</b>	<b>8,40%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>6 791 611,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	264 600,00	2,36%
Subvention EPCI	784 918,00	7,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 049 518,00</b>	<b>9,37%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	4 953 966,00	44,23%
Prêt CDC foncier	3 085 739,00	27,55%
Prêts Autres	1 212 956,00	10,83%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>9 252 661,00</b>	<b>82,61%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	898 042,00	8,02%





Sous-total Fonds Propres	898 042,00	8,02%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>11 200 221,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>11 200 221,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 7 993 492,77 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	47	2 900,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	47	2 900,00 m²
Assiette *	:	5 066 913,45 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 675,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	27	1 675,00 m²
Assiette *	:	2 926 579,32 €
Taux de subvention	:	9,04 %
SUBVENTION	:	264 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 74	Surface utile :	4 575,00 m²
Assiette : 7 993 492,77 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>264 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,31 %

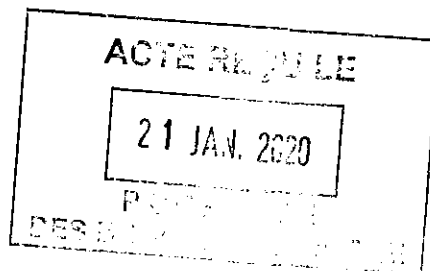
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 264 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

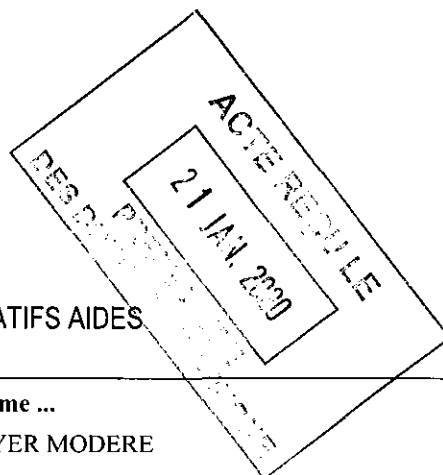
Charge foncière H.T.	3 037 810,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 088 223,80 €
Prestations intellectuelles et frais	74 035,00 €
Prix de revient H.T.	10 200 069,00 €
Montant de la TVA	1 000 152,00 €
Prix de revient TTC	11 200 221,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 448,14 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 07 / 1 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550248

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
BF SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
72 AV DE TOULON  
  
13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500202  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**  
2019

**Opération :** LE PUY STE REPARADE-BONNAUDS-PLS  
LES BONNAUDS  
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

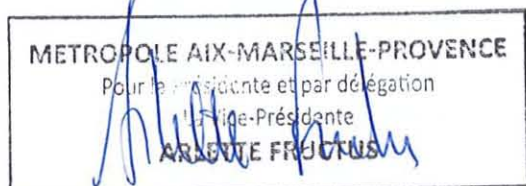
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

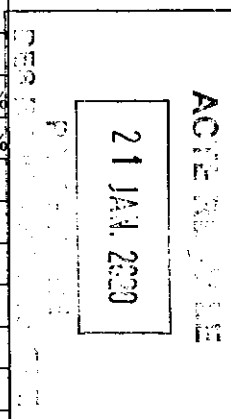


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	86 802,00	3,19%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>86 802,00</b>	<b>3,19%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	748 773,00	27,55%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	885 227,00	32,57%	1,86%
Prêts Autres	295 044,00	10,86%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 929 044,00</b>	<b>70,98%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	701 957,00	25,83%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>701 957,00</b>	<b>25,83%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 717 803,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 717 803,00</b>		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 110,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

1 110,00 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile : 1 110,00 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION : 0,00 €**

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

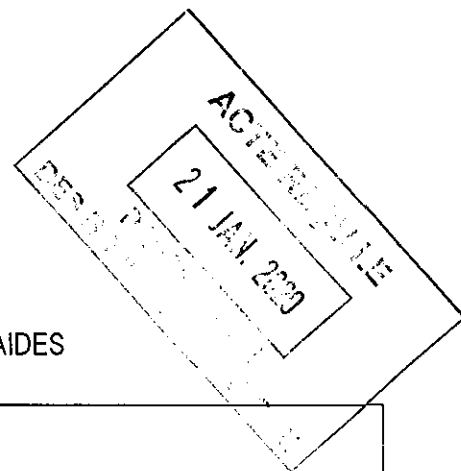
Charge foncière H.T.	737 143,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 720 001,50 €
Prestations intellectuelles et frais	17 965,00 €
Prix de revient H.T.	2 475 110,00 €
Montant de la TVA	242 693,00 €
Prix de revient TTC	2 717 803,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 448,47 €/m²



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 072 / 03



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550262

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500245  
**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13114 Ventabren

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
VENTABREN -L'HERITIERE  
ZAC DE L'HERITIERE  
13122 Ventabren

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

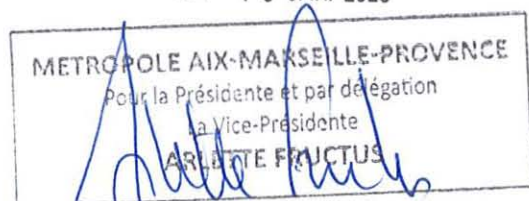
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

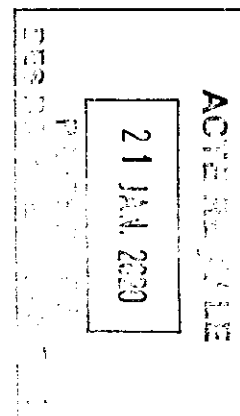


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	80 000,00	3,85%
Subvention EPCI	132 702,00	6,38%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>212 702,00</b>	<b>10,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	524 184,00	25,20%
Prêt CDC logement	271 837,00	13,07%
Prêts Autres	225 000,00	10,81%
1%.	366 000,00	17,59%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 387 021,00</b>	<b>66,67%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	480 758,00	23,11%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>480 758,00</b>	<b>23,11%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 080 481,00</b>	



Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	7,66%
Subvention Département	40 000,00	4,47%
Subvention EPCI	80 685,00	9,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>189 285,00</b>	<b>21,15%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	247 888,00	27,69%
Prêt CDC logement	128 552,00	14,36%
Prêts Autres	105 000,00	11,73%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>481 440,00</b>	<b>53,79%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	224 354,00	25,07%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>224 354,00</b>	<b>25,07%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>895 079,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	120 000,00	4,03%
Subvention Etat	68 600,00	2,31%
Subvention EPCI	213 387,00	7,17%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>401 987,00</b>	<b>13,51%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	400 389,00	13,46%

Prêt CDC foncier	772 072,00	25,95%
Prêts Autres	330 000,00	11,09%
1%.	366 000,00	12,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 868 461,00</b>	<b>62,79%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	705 112,00	23,70%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>705 112,00</b>	<b>23,70%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 975 560,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 975 560,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 139 941,53 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	15	861,70 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>15</b>	<b>861,70 m²</b>
Assiette *	:	1 452 873,95 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	7	407,50 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>7</b>	<b>407,50 m²</b>
Assiette *	:	687 067,58 €
Taux de subvention	:	9,98 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 269,20 m²
Assiette : 2 139 941,53 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,21 %

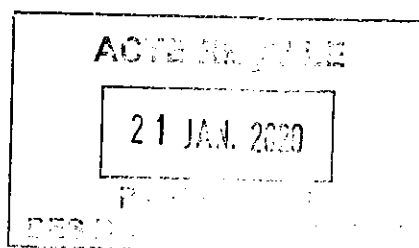
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>68 600,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	812 317,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 489 248,00 €
Prestations intellectuelles et frais	406 159,00 €
Prix de revient H.T.	2 707 724,00 €
Montant de la TVA	267 836,00 €
Prix de revient TTC	2 975 560,00 €
Décision No : 20191305500245	Page : 4/5



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550211

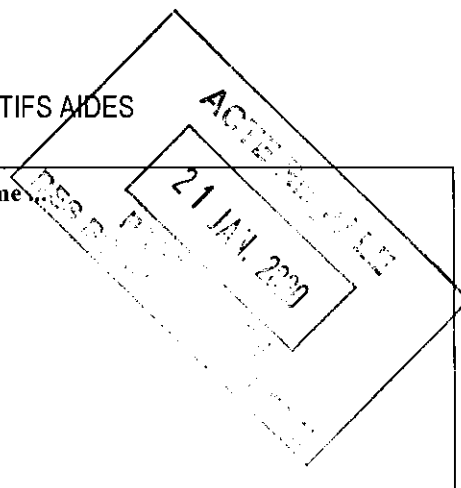
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500244

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

<b>Opération :</b>	AMARYLLIS 92 chemin des Jonquilles 13013 Marseille - 13e arrondissement
--------------------	---

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

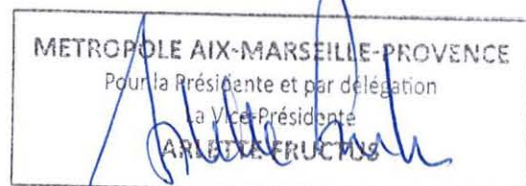
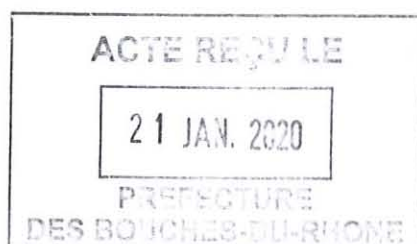
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 7 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



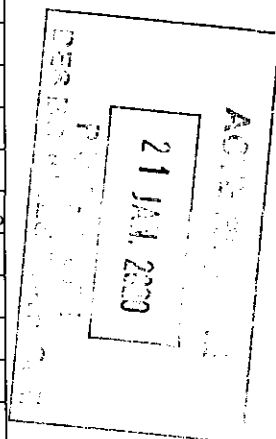


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	492 037,00	51,00%	1,86%
Prêts Autres	231 546,00	24,00%	
<b>Sous-total Prêts</b>	723 583,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	241 195,00	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	241 195,00	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	964 778,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	964 778,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

7

392,18 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

7

392,18 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Surface utile :

392,18 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	299 880,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	561 449,00 €
Prestations intellectuelles et frais	13 750,00 €
Prix de revient H.T.	875 079,00 €
Montant de la TVA	89 699,00 €
Prix de revient TTC	964 778,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 460,04 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 074 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550282

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

434071494

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500243

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13032 Éguilles

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**

LES ELEGANTES

15 PLUS 7 PLAI

Rte de Berre Quartier les Plantiers

13032 Éguilles

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

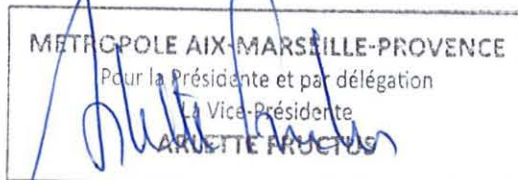
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

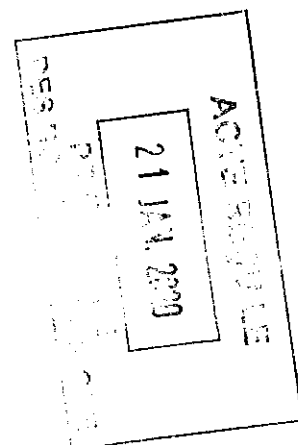


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	8,34%
Subvention EPCI	71 194,00	8,66%
Subvention Autres	54 933,00	6,68%
Autres	60 000,00	7,29%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>254 727,00</b>	<b>30,97%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	267 969,00	32,58%
Prêt CDC foncier	194 822,00	23,69%
Prêts Autres	105 000,00	12,77%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>567 791,00</b>	<b>69,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>822 518,00</b>	



Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	158 506,00	6,73%
Subvention Autres	96 609,00	4,10%
Autres	140 000,00	5,95%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>395 115,00</b>	<b>16,78%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	795 450,00	33,78%
Prêt CDC foncier	557 685,00	23,69%
Prêts Autres	225 000,00	9,56%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 578 135,00</b>	<b>67,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	381 240,00	16,19%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>381 240,00</b>	<b>16,19%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 354 490,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	200 000,00	6,30%
Subvention Autres	151 542,00	4,77%
Subvention Etat	68 600,00	2,16%
Subvention EPCI	229 700,00	7,23%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>649 842,00</b>	<b>20,45%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		

Prêt CDC logement	1 063 419,00	33,47%
Prêt CDC foncier	752 507,00	23,69%
Prêts Autres	330 000,00	10,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 145 926,00</b>	<b>67,55%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	381 240,00	12,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>381 240,00</b>	<b>12,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 177 008,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 177 008,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 400 391,83 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 048,32 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLUS »	15	1 048,32 m²
Assiette *	:	1 778 937,86 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	366,22 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLA-I »	7	366,22 m²
Assiette *	:	621 453,97 €
Taux de subvention	:	11,04 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 414,54 m²
Assiette : 2 400 391,83 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,86 %

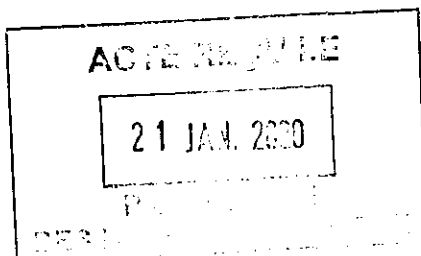
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 68 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	860 007,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 006 682,00 €
Prestations intellectuelles et frais	21 500,00 €
Prix de revient H.T.	2 888 189,00 €
Montant de la TVA	288 819,00 €
Prix de revient TTC	3 177 008,00 €
Décision No : 20191305500243	Page : 4/5



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 075 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550142

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

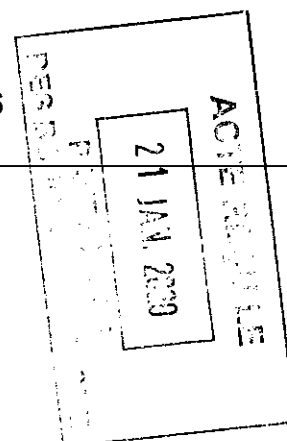
**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500234

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MARSEILLE 14 - Bd Ricoux  
19-21 BD RICOUX  
13014 Marseille - 14e arrondissement



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

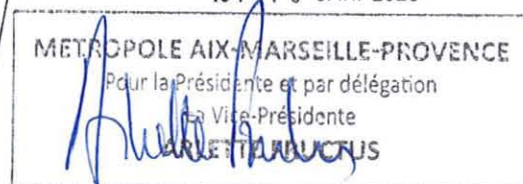
**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 26 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 26 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 26 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 JAN. 2020

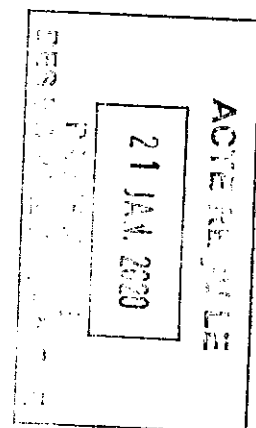


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	78 000,00	1,89%	
<b>Sous-total Subventions</b>	78 000,00	1,89%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	941 632,00	22,82%	1,86%
CDC foncier PLS	1 327 617,00	32,18%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	647 067,00	15,68%	1,86%
Prêts Autres	390 000,00	9,45%	
1%.	95 000,00	2,30%	
<b>Sous-total Prêts</b>	3 401 316,00	82,44%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	646 590,00	15,67%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	646 590,00	15,67%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 125 906,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	4 125 906,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »  
Logements « Individuel »

Nombre de logements

26

Surface utile

1 537,38 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

26

1 537,38 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 26

Surface utile :

1 537,38 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 228 887,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 002 191,00 €

Prestations intellectuelles et frais

524 725,00 €

Prix de revient H.T.

3 755 803,00 €

Montant de la TVA

370 103,00 €

Décision No : 20191305500234

Page : 3/4

Prix de revient TTC	4 125 906,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 683,73 €/m <sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 076 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550162

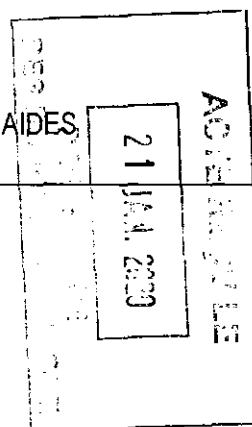
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500233  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13051 Lançon-Provence

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
Le Chemin des Pinèdes  
CHEMIN DES PINEDES  
13680 Lançon-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

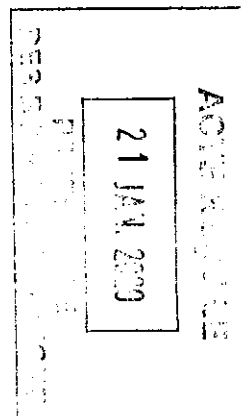


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	7,42%
Subvention EPCI	28 000,00	3,03%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>96 600,00</b>	<b>10,45%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	264 525,00	28,62%
Prêt CDC logement	302 440,00	32,72%
Prêts Autres	105 000,00	11,36%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>671 965,00</b>	<b>72,69%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	155 836,00	16,86%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>155 836,00</b>	<b>16,86%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>924 401,00</b>	



Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	16 000,00	1,06%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>16 000,00</b>	<b>1,06%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	433 795,00	28,62%
Prêt CDC logement	495 972,00	32,72%
Prêts Autres	165 000,00	10,88%
1%.	84 000,00	5,54%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 178 767,00</b>	<b>77,76%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	321 163,00	21,19%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>321 163,00</b>	<b>21,19%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 515 930,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	2,81%
Subvention EPCI	44 000,00	1,80%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>112 600,00</b>	<b>4,61%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	798 412,00	32,72%
Prêt CDC foncier	698 320,00	28,62%
Prêts Autres	270 000,00	11,06%
1%.	84 000,00	3,44%

Sous-total Prêts	1 850 732,00	75,84%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	476 999,00	19,55%
Sous-total Fonds Propres	476 999,00	19,55%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 440 331,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 440 331,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 749 842,85 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	674,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	674,00 m²
Assiette *	:	1 086 999,15 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	411,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	411,00 m²
Assiette *	:	662 843,70 €
Taux de subvention	:	10,35 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 085,00 m²
Assiette : 1 749 842,85 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,92 %

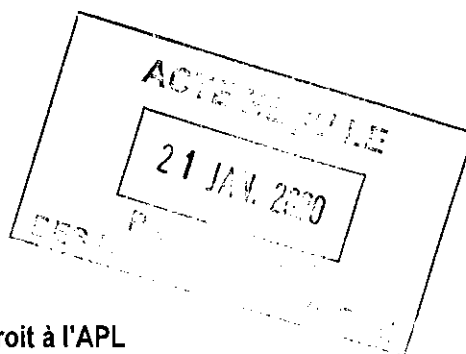
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 68 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	672 402,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 528 086,00 €
Prestations intellectuelles et frais	57 303,00 €
Prix de revient H.T.	2 257 791,00 €
Montant de la TVA	182 540,00 €
Prix de revient TTC	2 440 331,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 249,15 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20191305500233

Page : 4/5

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 077 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550161

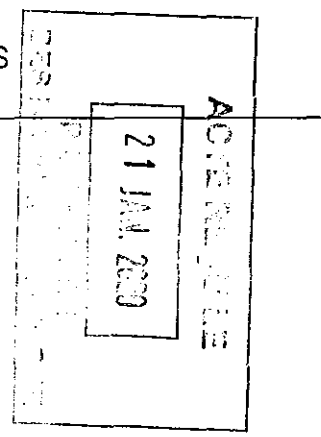
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500232

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13051 Lançon-Provence

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "I23" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
CHEMIN DES PINEDES - PLS  
CHEMIN DES PINEDES  
13680 Lançon-Provence

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

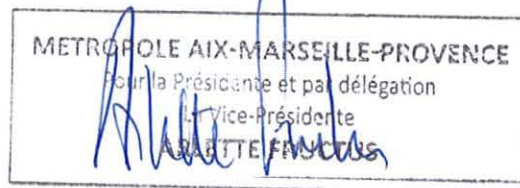
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

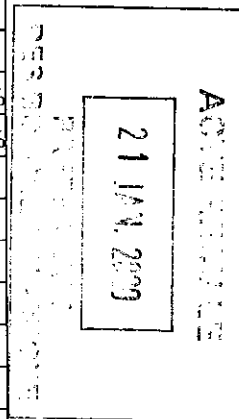


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	168 539,00	30,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	227 257,00	40,45%	1,86%
Prêts Autres	60 000,00	10,68%	
1%.	26 000,00	4,63%	
<b>Sous-total Prêts</b>	481 796,00	85,76%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	80 000,00	14,24%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	80 000,00	14,24%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	561 796,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	561 796,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	246,00 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>4</b>	<b>246,00 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	246,00 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	152 453,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	346 460,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 992,00 €
Prix de revient H.T.	511 905,00 €
Montant de la TVA	49 891,00 €
Prix de revient TTC	561 796,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 283,72 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 078 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550135

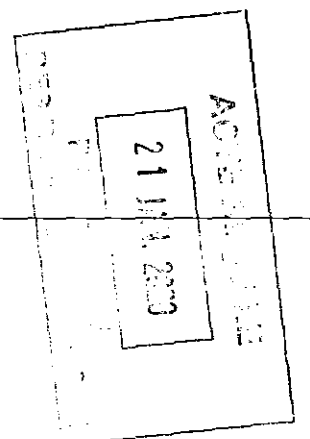
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500242

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13208 Marseille - 8e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** ART'CHIPEL\_ULS  
PLS en usufruit locatif social  
44 rue de Callelongue  
13008 Marseille - 8e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

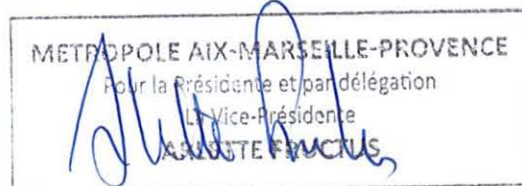
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 29 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 29 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 29 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

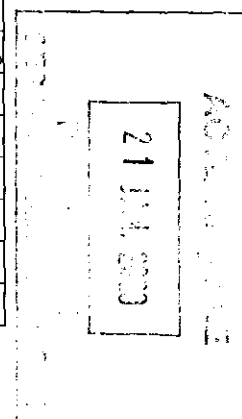


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	1 135 150,00	51,00%	1,86%
Prêts Autres	1 090 635,00	49,00%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 225 785,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 225 785,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 225 785,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	29	1 923,56 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>29</b>	<b>1 923,56 m²</b>

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 29	Surface utile :	1 923,56 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	
Coût du bâtiment ou des travaux	1 986 404,00 €
Prestations intellectuelles et frais	34 800,00 €
Prix de revient H.T.	2 021 204,00 €
Montant de la TVA	204 581,00 €
Prix de revient TTC	2 225 785,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 157,12 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 079 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550252

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

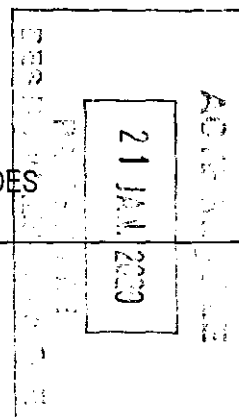
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500217

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13071 Les Pennes-Mirabeau

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** PENNES MIRABEAU\_Les amandiers Les Rosiers  
CHEMIN DU JAS DE RHODES  
13071 Les Pennes-Mirabeau

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

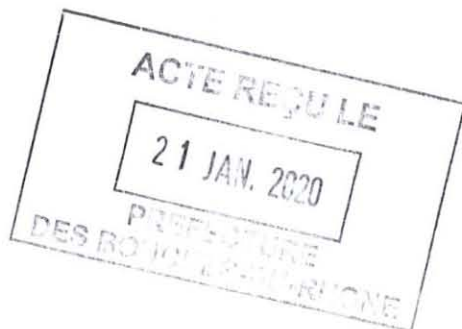
**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

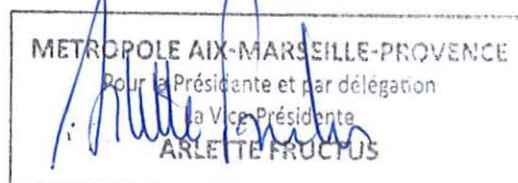
**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 JAN. 2020

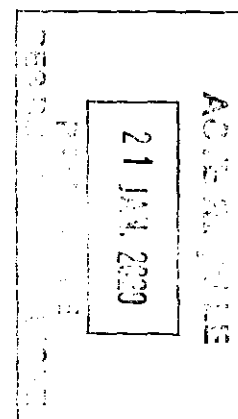


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	37 926,00	6,06%
Subvention Commune	50 000,00	7,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>87 926,00</b>	<b>14,04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	183 406,00	29,29%
Prêt CDC logement	158 512,00	25,32%
Autres	60 000,00	9,58%
1%.	40 000,00	6,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>441 918,00</b>	<b>70,58%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	96 256,00	15,37%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>96 256,00</b>	<b>15,37%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>626 100,00</b>	



Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	6,86%
Subvention EPCI	35 173,00	8,21%
Subvention Commune	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>64 573,00</b>	<b>15,07%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	132 294,00	30,88%
Prêt CDC logement	114 337,00	26,69%
Autres	45 000,00	10,50%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>291 631,00</b>	<b>68,07%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	72 193,00	16,85%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>72 193,00</b>	<b>16,85%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>428 397,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	50 000,00	4,74%
Subvention Etat	29 400,00	2,79%
Subvention EPCI	73 099,00	6,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>152 499,00</b>	<b>14,46%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	272 849,00	25,87%

Prêt CDC foncier	315 700,00	29,94%
1%.	40 000,00	3,79%
Autres	105 000,00	9,96%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>733 549,00</b>	<b>69,56%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	168 449,00	15,97%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>168 449,00</b>	<b>15,97%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 054 497,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 054 497,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 709 363,31 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	258,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	258,00 m²
Assiette *	:	412 104,78 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	186,10 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	186,10 m²
Assiette *	:	297 258,53 €
Taux de subvention	:	9,89 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	444,10 m²
Assiette : 709 363,31 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,14 %

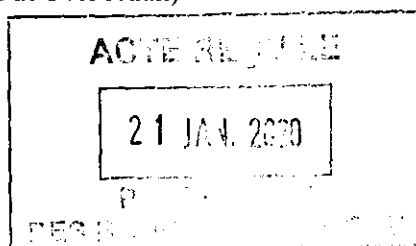
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 29 400,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	336 142,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	480 202,00 €
Prestations intellectuelles et frais	144 061,00 €
Prix de revient H.T.	960 405,00 €
Montant de la TVA	94 092,00 €
Prix de revient TTC	1 054 497,00 €
Décision No : 20191305500217	Page : 4/5



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20/080/D-

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550285

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500216

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13071 Les Pennes-Mirabeau

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

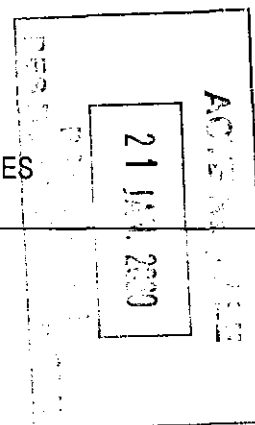
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** PENNES MIRABEAU\_Les amandiers Les Rosiers\_PLS  
CHEMIN DU JAS DE RHODES  
13071 Les Pennes-Mirabeau



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

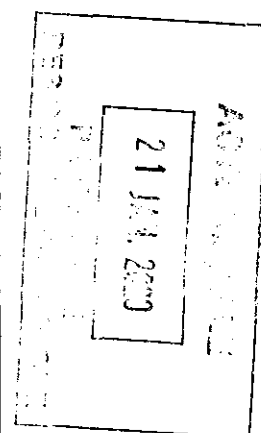


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	5 787,00	2,90%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>5 787,00</b>	<b>2,90%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	67 910,00	33,99%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	41 989,00	21,01%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	28 140,00	14,08%	1,86%
Prêts Autres	15 000,00	7,51%	
1%	22 000,00	11,01%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>175 039,00</b>	<b>87,60%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	18 991,00	9,50%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>18 991,00</b>	<b>9,50%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>199 817,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>199 817,00</b>		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	78,20 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>1</b>	<b>78,20 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	78,20 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	64 056,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	91 509,00 €
Prestations intellectuelles et frais	27 453,00 €
Prix de revient H.T.	183 018,00 €
Montant de la TVA	16 799,00 €
Décision No : 20191305500216	Page : 3/4



Prix de revient TTC

199 817,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 555,20 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 081 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550226

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

415750868

**Famille d'organisme**

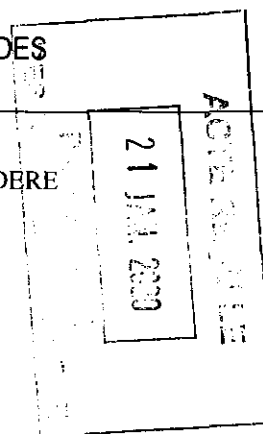
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500222

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13071 Les Pennes-Mirabeau

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** MELODIE-LES PENNES MIRABEAU-PLUS PLA1

4 PLUS 2 PLA1

lieu-dit Pallière Ouest

13170 Les Pennes-Mirabeau

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

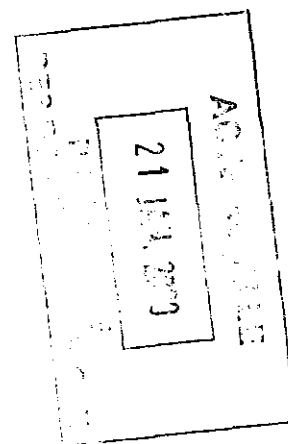
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	6,42%
Subvention Région	10 000,00	3,28%
Subvention EPCI	40 480,00	13,26%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>70 080,00</b>	<b>22,96%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	61 398,00	20,11%
Prêt CDC logement	109 110,00	35,74%
1%.	13 334,00	4,37%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>183 842,00</b>	<b>60,23%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	51 334,00	16,82%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>51 334,00</b>	<b>16,82%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>305 256,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	20 000,00	3,12%
Subvention EPCI	80 960,00	12,62%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>100 960,00</b>	<b>15,74%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	161 437,00	25,17%
Prêt CDC logement	249 755,00	38,93%
1%.	26 666,00	4,16%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>437 858,00</b>	<b>68,26%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	102 665,00	16,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>102 665,00</b>	<b>16,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>641 483,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	2,07%
Subvention EPCI	121 440,00	12,83%
Subvention Région	30 000,00	3,17%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>171 040,00</b>	<b>18,07%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	358 865,00	37,91%
Prêt CDC foncier	222 835,00	23,54%
1%.	40 000,00	4,23%



Sous-total Prêts	621 700,00	65,67%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	153 999,00	16,27%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	153 999,00	16,27%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	946 739,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	946 739,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 631 448,79 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	265,12 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	265,12 m²
Assiette *	:	457 466,06 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	100,83 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	100,83 m²
Assiette *	:	173 982,73 €
Taux de subvention	:	11,27 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	365,95 m²
Assiette : 631 448,79 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,10 %

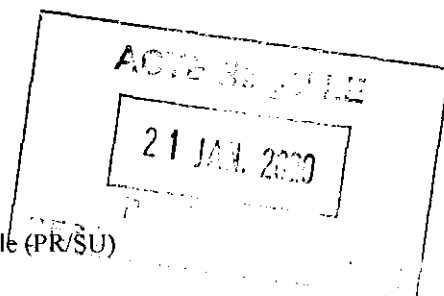
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 19 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	247 245,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	485 235,00 €
Prestations intellectuelles et frais	128 191,00 €
Prix de revient H.T.	860 671,00 €
Montant de la TVA	86 068,00 €
Prix de revient TTC	946 739,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 587,07 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 082 / D -

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**

2019130550181

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

415750868

**Famille d'organisme**

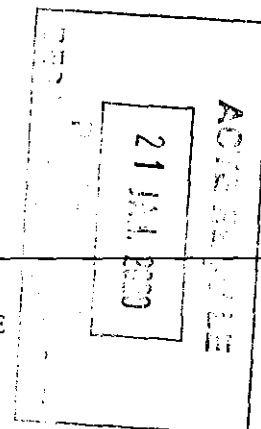
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille



**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500226

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MARSEILLE-CHATEAU VENTO-PLS  
impasse chateau vento  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 25 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



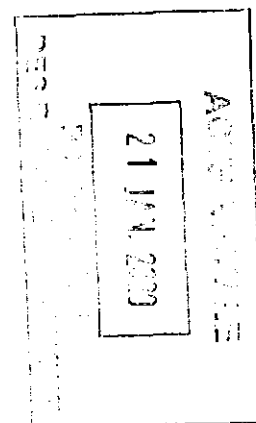


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 086 507,00	55,69%	1,86%
CDC foncier PLS	1 301 887,00	34,75%	1,86%
1%.	225 000,00	6,01%	
<b>Sous-total Prêts</b>	3 613 394,00	96,45%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	133 000,00	3,55%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	133 000,00	3,55%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 746 394,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 746 394,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

25

1 679,97 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

25

1 679,97 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25

Surface utile :

1 679,97 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

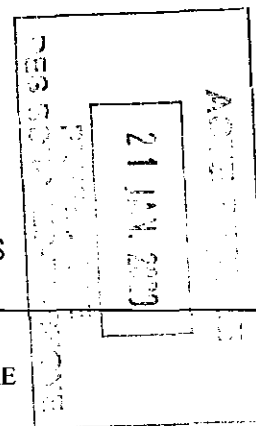
Charge foncière H.T.	1 013 177,40 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 369 001,60 €
Prestations intellectuelles et frais	29 909,00 €
Prix de revient H.T.	3 412 088,00 €
Montant de la TVA	334 306,00 €
Prix de revient TTC	3 746 394,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 230,04 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 083 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**



**Numéro d'opération :**  
2019130550180

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500227

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** MARSEILLE-CHATEAU VENTO-PLUS PLAÏ  
impasse chateau vento  
13014 Marseille - 14e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

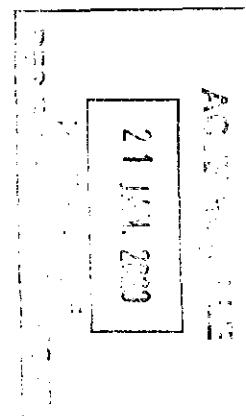
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	5,93%
Subvention EPCI	3 226,00	0,98%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>22 826,00</b>	<b>6,91%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	71 229,00	21,55%
Prêt CDC foncier	115 222,00	34,86%
1%.	121 241,00	36,68%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>307 692,00</b>	<b>93,09%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>330 518,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	8 774,00	0,98%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>8 774,00</b>	<b>0,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	241 956,00	26,92%
Prêt CDC foncier	313 342,00	34,86%
1%.	334 759,00	37,24%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>890 057,00</b>	<b>99,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>898 831,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	19 600,00	1,59%
Subvention EPCI	12 000,00	0,98%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>31 600,00</b>	<b>2,57%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	313 185,00	25,48%
Prêt CDC foncier	428 564,00	34,86%
1%.	456 000,00	37,09%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 197 749,00</b>	<b>97,43%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 229 349,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 229 349,00</b>	



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 904 216,40 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	404,33 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	404,33 m²
Assiette *	:	661 112,49 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	148,68 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	148,68 m²
Assiette *	:	243 103,91 €
Taux de subvention	:	8,06 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	553,01 m²
Assiette : 904 216,40 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,17 %

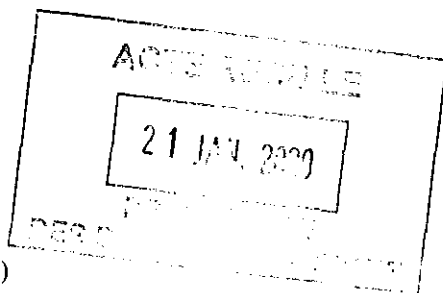
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	19 600,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	328 512,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	781 281,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 832,00 €
Prix de revient H.T.	1 119 625,00 €
Montant de la TVA	109 724,00 €
Prix de revient TTC	1 229 349,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 223,01 €/m²



## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 084 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES.**

**Numéro d'opération :**  
2019130550225

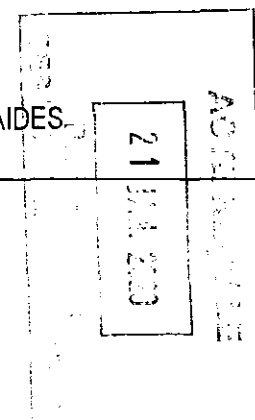
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500197

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13075 Plan-de-Cuques

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Plan-de-Cuques\_GREEN OAK  
40 avenue Paul Sirvent  
13380 Plan-de-Cuques

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

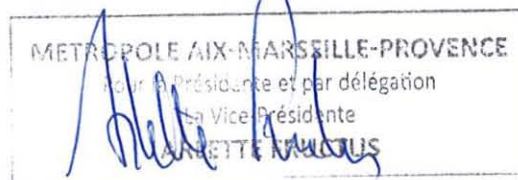
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	7,08%
Subvention EPCI	12 000,00	2,17%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>51 200,00</b>	<b>9,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	187 649,00	33,91%
Prêt CDC logement	314 600,00	56,84%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>502 249,00</b>	<b>90,75%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>553 449,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	21 000,00	1,69%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>21 000,00</b>	<b>1,69%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	420 704,00	33,91%
Prêt CDC logement	799 112,00	64,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 219 816,00</b>	<b>98,31%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 240 816,00</b>	

Aide : Totalisation

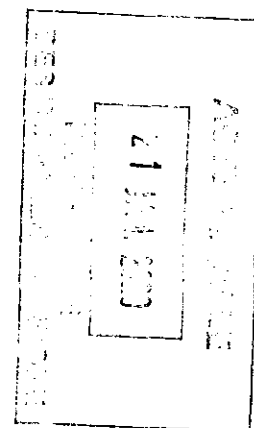
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 200,00	2,18%
Subvention EPCI	33 000,00	1,84%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>72 200,00</b>	<b>4,02%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 113 712,00	62,07%
Prêt CDC foncier	608 353,00	33,91%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 722 065,00</b>	<b>95,98%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 794 265,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 794 265,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 231 662,83 €

Décision No : 20191305500197

Page : 3/4



<b>Aide : PLUS</b>		
Logements « Collectif »	Nombre de logements 7	Surface utile 529,56 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	529,56 m²
Assiette *	:	857 070,69 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>		
Logements « Collectif »	Nombre de logements 4	Surface utile 231,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	231,45 m²
Assiette *	:	374 592,14 €
Taux de subvention	:	10,46 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	761,01 m²
Assiette : 1 231 662,83 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,18 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

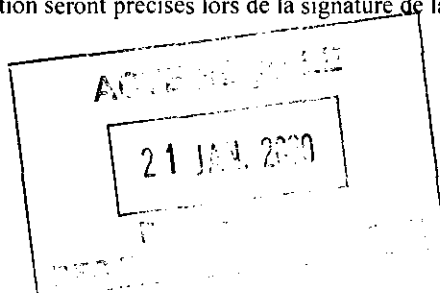
SUBVENTION :	39 200,00 €
--------------	-------------

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	563 024,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 045 617,30 €
Prestations intellectuelles et frais	21 637,00 €
Prix de revient H.T.	1 630 279,00 €
Montant de la TVA	163 986,00 €
Prix de revient TTC	1 794 265,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 357,74 €/m²

#### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 085 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550277

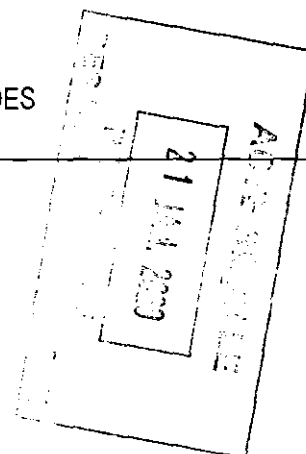
**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500196  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13075 Plan-de-Cuques

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2019

**Opération :** Plan-de-Cuques\_GREEN OAK\_PLS  
40 avenue Paul Sirvent  
13380 Plan-de-Cuques

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

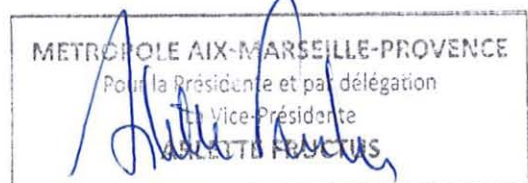
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

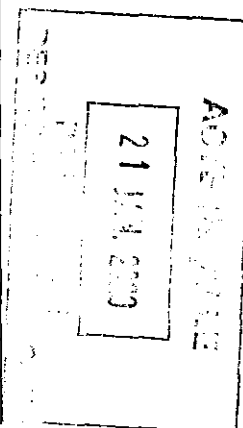


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	174 389,00	33,91%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	200 759,00	39,03%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	375 148,00	72,94%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	139 192,00	27,06%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	139 192,00	27,06%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	514 340,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	514 340,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	216,53 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>3</b>	<b>216,53 m²</b>

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	216,53 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	161 395,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	299 734,50 €
Prestations intellectuelles et frais	6 202,00 €
Prix de revient H.T.	467 332,00 €
Montant de la TVA	47 008,00 €
Prix de revient TTC	514 340,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 375,38 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

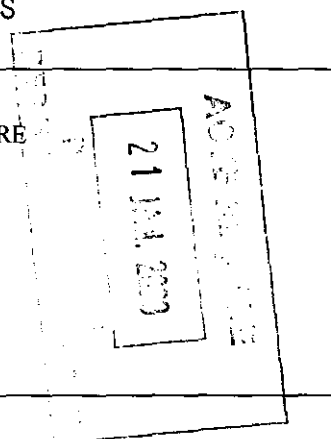
**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550185

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
  
72 AV DE TOULON  
  
13006 Marseille



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500237

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13110 Trets

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** TRET-S-ZAC RENE CASSIN-PLUS PLAI  
ZAC RENE CASSIN  
13530 Trets

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

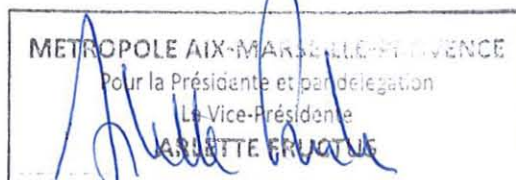
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

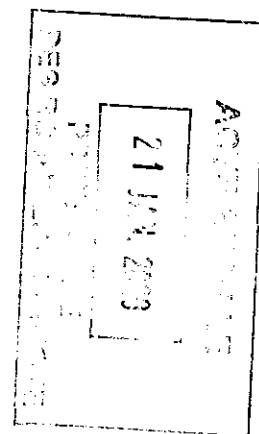
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	7,20%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	70 142,00	7,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>138 742,00</b>	<b>14,56%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	373 944,00	39,24%
Prêt CDC foncier	303 423,00	31,84%
1%.	136 781,00	14,35%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>814 148,00</b>	<b>85,44%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>952 890,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	93 328,00	5,82%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>93 328,00</b>	<b>5,82%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	578 839,00	36,10%
Prêt CDC foncier	519 069,00	32,37%
1%.	207 219,00	12,92%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 305 127,00</b>	<b>81,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	205 000,00	12,78%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>205 000,00</b>	<b>12,78%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 603 455,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	163 470,00	6,39%
Subvention Etat	68 600,00	2,68%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>232 070,00</b>	<b>9,08%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	952 783,00	37,27%
Prêt CDC foncier	822 492,00	32,17%
1%.	344 000,00	13,46%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 119 275,00</b>	<b>82,90%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	205 000,00	8,02%



Sous-total Fonds Propres	205 000,00	8,02%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 556 345,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 556 345,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 964 440,38 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	666,63 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	666,63 m²
Assiette *	:	1 239 744,86 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	389,68 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	389,68 m²
Assiette *	:	724 695,52 €
Taux de subvention	:	9,47 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 056,31 m²
Assiette : 1 964 440,38 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,49 %

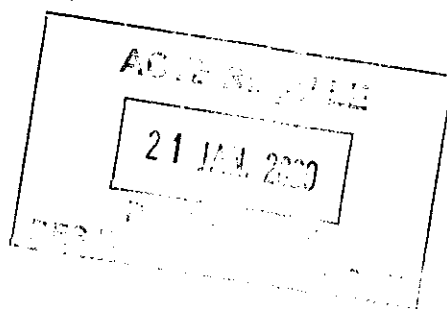
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 68 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	693 396,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 617 924,00 €
Prestations intellectuelles et frais	16 750,00 €
Prix de revient H.T.	2 328 070,00 €
Montant de la TVA	228 275,00 €
Prix de revient TTC	2 556 345,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 420,07 €/m²



## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 087 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS**

**Numéro d'opération :**  
2019130550186

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500238

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13110 Trets

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** TRET-S-ZAC RENE CASSIN-PLS  
ZAC RENE CASSIN  
13530 Trets

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

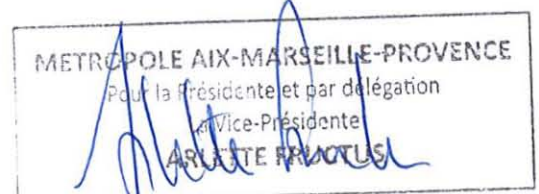
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020

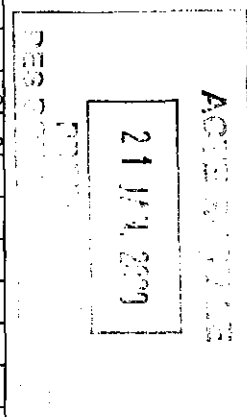


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	14 349,00	2,89%	
<b>Sous-total Subventions</b>	14 349,00	2,89%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	106 113,00	21,39%	1,86%
CDC foncier PLS	159 607,00	32,17%	1,86%
1%.	36 000,00	7,26%	
<b>Sous-total Prêts</b>	301 720,00	60,82%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	179 999,00	36,29%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	179 999,00	36,29%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	496 068,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	496 068,00		



## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	204,98 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>4</b>	<b>204,98 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	204,98 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	134 556,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	313 964,00 €
Prestations intellectuelles et frais	3 250,00 €
Prix de revient H.T.	451 770,00 €
Montant de la TVA	44 298,00 €
Prix de revient TTC	496 068,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 420,08 €/m²

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 088 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

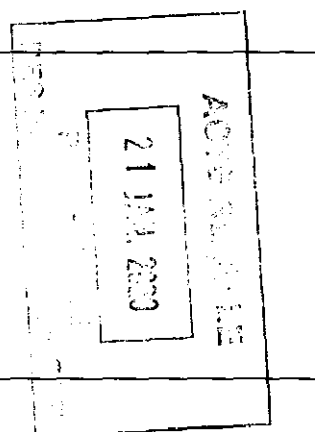
**Numéro d'opération :**  
2019130550209

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
314046004

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE  
LOGIS MEDITERRANEE  
RESIDENCE HYDE PARK  
180 AVENUE CANTINI CS 80006  
MARSEILLE CEDEX 08  
  
13295 Marseille CEDEX 8



**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500241

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13118 Coudoux

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
COUDOUX PETIT COUDOUX  
29 PLUS PLA1  
PETIT COUDOUX  
13111 Coudoux

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

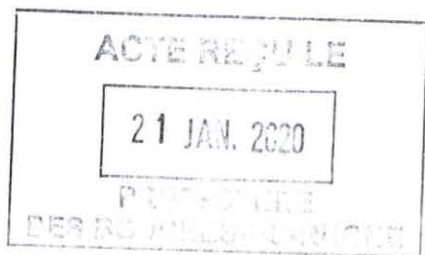
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 29 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 29 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 20 logements PLUS
  - 9 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2020



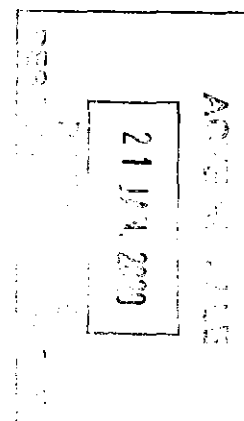


# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	88 200,00	7,18%
Subvention Commune	96 586,51	7,86%
Subvention EPCI	107 830,48	8,78%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>292 616,99</b>	<b>23,82%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	467 636,34	38,07%
Prêt CDC foncier	315 000,27	25,65%
Prêts PEEC	36 000,00	2,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>818 636,61</b>	<b>66,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	117 000,00	9,53%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>117 000,00</b>	<b>9,53%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 228 253,60</b>	



Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	220 093,49	7,54%
Subvention EPCI	191 111,93	6,55%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>411 205,42</b>	<b>14,09%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 313 224,07	45,00%
Prêt CDC foncier	717 797,05	24,60%
Prêts PEEC	216 000,00	7,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 247 021,12</b>	<b>77,00%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	260 000,00	8,91%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>260 000,00</b>	<b>8,91%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 918 226,54</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	316 680,00	7,64%
Subvention Etat	88 200,00	2,13%
Subvention EPCI	298 942,41	7,21%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>703 822,41</b>	<b>16,97%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 780 860,41	42,95%
Prêt CDC foncier	1 032 797,32	24,91%
Prêts PEEC	252 000,00	6,08%

Sous-total Prêts	3 065 657,73	73,93%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	377 000,00	9,09%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	377 000,00	9,09%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 146 480,14	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	4 146 480,14	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 3 399 620,22 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 208,04 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	20	1 208,04 m²
Assiette *	:	2 362 745,64 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	530,14 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	9	530,14 m²
Assiette *	:	1 036 874,58 €
Taux de subvention	:	8,51 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 29	Surface utile :	1 738,18 m²
Assiette : 3 399 620,22 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>88 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,59 %

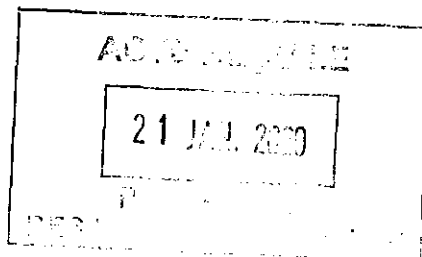
(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 88 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 386 858,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 383 822,41 €
Prestations intellectuelles et frais	46 473,52 €
Prix de revient H.T.	3 817 154,63 €
Montant de la TVA	329 325,51 €
Prix de revient TTC	4 146 480,14 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 385,53 €/m²



### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.